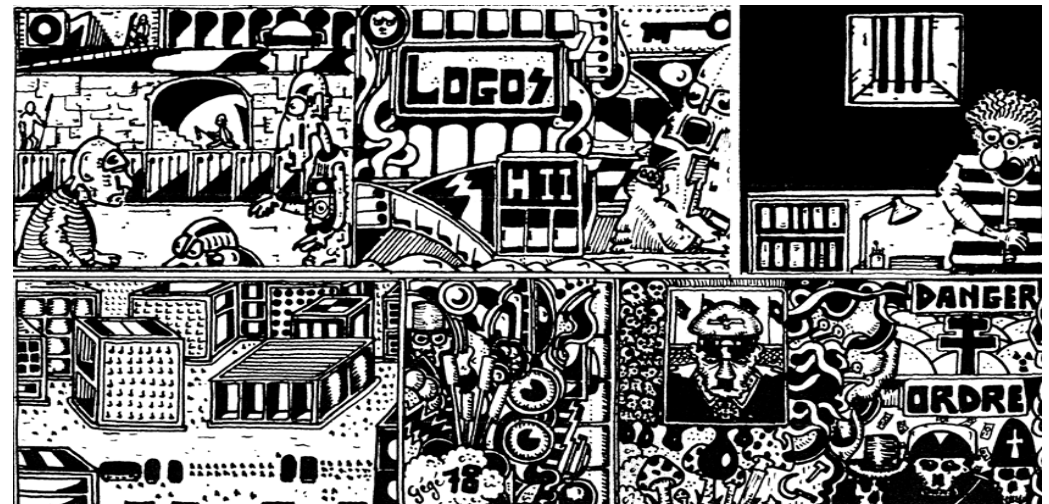


**LA MOUVANCE AUTONOME
EN FRANCE DE 1976 A 1984**

2

>> ENTRETIENS vol. 2



Entretiens réalisés dans le cadre d'un mémoire universitaire sur la mouvance autonome en France entre 1976 et 1984 par Sébastien Schifres en 2004.

Trois autres brochures sont disponibles

- > La mouvance autonome en France entre 1976 et 1984.
- > Chronologie de la mouvance autonome (1968-1986),
liste des squats parisiens (1976 - 1984),...
- > La mouvance autonome en France. Entretiens, vol. I.

Reproduction libre.

<http://infokiosques.net>

<http://sebastien.schifres.free.fr>

mis en page par **hobolo** [hobolo@no-log.org] en mars 2007.

Entretien avec ALAIN POJOLAT

(mai 2004)

Alain Pojolat est né à Paris en mars 1948 dans une famille d'ouvriers. Son père était membre du Parti Communiste. Alain Pojolat est marqué lorsqu'il a 13 ans par la manifestation organisée par la gauche le 8 février 1962 pour protester contre les attentats de l'OAS. Ses parents participent à cette manifestation au cours de laquelle les charges de la police provoquent la mort de neuf personnes au métro Charonne. Employé à la BNP en 1967, Alain Pojolat milite d'abord à la Jeunesse Communiste Révolutionnaire et à la Ligue Communiste puis au groupe « Révolution ! » de 1973 à 1976. Après avoir été exclu de la CFDT, il participe avec Nathalie Ménigon à la création du collectif autonome de la BNP en 1976, ainsi qu'à Camarades.

Alain POJOLAT : On a créé le collectif autonome BNP, parce qu'on travaillait à la BNP, mais il y avait les autres qui bossaient ailleurs : il y avait les nettoyeurs du métro, t'avais des collectifs de groupes de banlieues, t'avais des squats, t'avais un peu de tout... Il y avait des groupes d'autonomie ouvrière un peu partout en France, qui avaient des pratiques pas seulement liées à Camarades, mais ça pouvait être aussi des groupes un peu ultra-gauche assez proches de l'Union Ouvrière (un groupe ultra-gauche). Il y avait des gens qui étaient organisés... A Rouen, il y avait un groupe qui s'appelait « Autonomie Ouvrière ». Il y avait également des pratiques autonomes à Michelin, à Clermont-Ferrand. Il y avait un prémissier de ce qui allait devenir le collectif de lutte des travailleurs d'Usinor-Dunkerque, dans lequel il y avait des gens qui avaient monté un syndicat qui s'appelait le SLT (Syndicat de Lutte des Travailleurs), qui était animé par un camarade qui s'appelait Franz Flatischer, qui avait été viré de la CFDT lui aussi. Et lui donc il était à Usinor-Dunkerque. C'était un ancien mec de la Gauche Prolétarienne qui était secrétaire du syndicat CFDT, mais quand il y a eu le recentrage d'Edmond Maire lui aussi s'est retrouvé lourdé : ils ont monté le Syndicat de Lutte des Travailleurs. En 1977-1978, il y a eu le recentrage d'Edmond Maire qui a commencé à s'attaquer aux gauchistes, qu'il appelait « *les coucous qui viennent faire leur nid* »... Ça avait commencé déjà en 1977 à nettoyer un peu dans la CFDT... Donc, toute l'après-68, étant donné que l'affrontement avec le PC était assez fort, et que quand tu travailles t'es obligé d'avoir une structure permanente, on était rentrés dans la CFDT. Pas d'une manière organisée, mais beaucoup de copains qui après se sont retrouvés à avoir des actions autonomes ou des choses comme ça, ou à être largués par leur organisation syndicale au moment

des restructurations, des luttes de Longwy, après, et tout ça, il y a quand même un point commun : c'est-à-dire qu'au milieu de la CFDT... Ils avaient construit la CFDT, ils avaient largement contribué à ça. Avec soit un engagement politique pour certains, c'est-à-dire qu'ils pouvaient être maoïstes, d'autres trotskystes, d'autres dans des groupes d'ultra-gauche, mais avec quand même une démarche politico-syndicale. Ça c'est clair. A partir de 1977-1978, ça devient plus possible : c'est-à-dire qu'il y a le recentrage d'Edmond Maire, il y a des grèves qui éclatent un peu partout pour des motifs divers... Dans le tertiaire il y a eu toute une suite de grèves entre 1974 et 1978, ce qui a amené la création de notre collectif autonome sur la BNP par exemple, avec Nathalie Ménigon et d'autres copains, après notre exclusion de la CFDT. Il y avait eu une première exclusion dans laquelle on était trois : il y avait moi, Nathalie, et un autre copain. A la suite de ça, toute la section CFDT a été suspendue : on avait 1 500 syndiqués quand même ! Et une partie des camarades ont décidé de faire un syndicat autonome qui s'appelait SDB (Syndicat Démocratique des Banques) : en fait un petit peu ce qu'a pu être SUD quelques années après. Donc, le Syndicat de Lutte des Travailleurs d'Usinor-Dunkerque, le SDB... Il y avait du monde... On avait décidé avec le groupe d'avoir une démarche strictement syndicale au niveau de la BNP : ça nous intéressait pas de rentrer au Syndicat Démocratique des Banques. Et donc, on a voulu faire vivre pendant l'Autonomie un collectif autonome. Ce collectif autonome au départ il s'adressait aux exclus de la CFDT et aux gens qui étaient radicaux, qui se battaient, qui menaient les luttes... Et il a eu une existence réelle et très organisée pendant un an, avec une composante d'une trentaine de membres actifs (ce qui était pas mal). Et puis après, des choix politiques qui ont fait que les uns et les autres... Il y avait tout : il y avait une critique du travail, il y avait une critique de la politique, il y avait une critique de l'Autonomie organisée qui a fait que chacun après a décidé de faire les choses différemment.

En quelle année est apparu le collectif autonome de la BNP ?

Alain POJOLAT : Je crois que c'était en 1977-1978. Pendant deux ans, il devait y avoir : naissance, vie active... Avec un certain nombre de prises de position dans des grèves dans lesquelles on a réussi à faire progresser la violence des grévistes. Nous on était directement impliqués. L'informatique à l'époque, on faisait les 3x8, il y avait des bandes à monter qui faisaient des tonnes : des énormes disques et tout... C'était des « Idel 360 », et qui sortaient des tonnes de papiers toute la nuit... La position des agrafes et tout ça... C'était des conditions de vie assez prolétariées. Donc là, suite à une demande de réduction du temps de travail (on demandait une semaine de repos, on voulait bosser moins), il y a eu une grève très dure qui a éclaté. Il y a des gens qui étaient en grève de la faim pour demander leur réintégration parce qu'ils avaient été lourdés suite à des actes de violence. Et pendant deux mois, on s'est battus tous les jours à Barbès contre les jaunes qui venaient travailler sous la protection de la police. Donc on leur préparait le comité d'accueil avec des seaux de peinture, des détritiques qu'on récupérait et tout ça... On les attendait des étages et tout, avec les lances à incendie des pompiers... Des choses comme ça... Enfin bon, il y avait véritablement une bataille féroce qui a duré, et qui s'est traduite par la victoire des grévistes. C'est-à-dire que les camarades ont été réintégrés, et on a obtenu la mise en place de la réduction du temps de travail : une semaine de repos. Donc c'est une grande victoire. Dans ces gens qui ont émergé du soutien solidaire, qui venaient d'autre part, il y avait entre autres Nathalie Ménigon, qui était une jeune femme CFDT, une

libertés publiques... Et bien, c'est eux qui ont... Le pacte qu'a proposé Mitterrand : « Vous abandonnez les actions violentes, vous faites rien, et on vous donne l'asile politique », ça trouve son origine dans une partie du travail du CINEL, c'est évident. C'est-à-dire que ça a été quelque chose qui a préparé... Parce que si le Parti Socialiste était arrivé brutalement, sans aucun contact, sans savoir qu'il y avait tout ça, il aurait pas pu imposer une politique nouvelle, parce que la politique répressive sous Giscard c'était pas ça...

Pensez-vous qu'on puisse dire qu'il y ait eu une autonomie ouvrière en France ?

Yann MOULIER : Qui se réclame en tant que telle, non...

Pensez-vous qu'on puisse dire que ceux qui se réclamaient en France de l'Autonomie étaient surtout des étudiants ou des marginaux ?

Yann MOULIER : Non, pas du tout.

Né pensez-vous pas qu'il faut distinguer ceux qui avaient une pratique autonome de ceux qui se réclamaient de manière idéologique de l'Autonomie ?

Yann MOULIER : Une de nos particularités c'est que nous on est toujours contre l'idéologie quelle qu'elle soit. Moi quand les gens commencent à se réclamer de l'idéologie, je commence à les regarder de travers... C'est-à-dire, je suis pas du tout d'accord. Comme Marx disait : il n'y a pas de « marxisme ». « Je ne suis pas marxiste » disait Marx. L'autonomie, pour les gens qui se réclament de l'autonomie, c'est un collectif, dans le sens : l'autonomie ouvrière en Italie c'était un référent.

Simone de Beauvoir, Foucault, Deleuze, Guattari, etc... Enfin, c'est Félix Guattari et Gilles Deleuze qui ont été l'âme du truc et qui ont organisé... Alors, cet appel a eu un retentissement considérable en Italie et on est allé (les signataires de l'appel), on est allé au rassemblement de Bologne en automne 1977. Alors, pour organiser ce truc là, il y avait Jean-Pierre Faille, il y avait plein d'intellectuels... Ca organisait des intellectuels, des tas de gens... Et on a rapidement débordé du simple... Dans l'affaire de l'Italie, il y avait présenter autrement que sous une forme criminalisée les mouvements italiens. C'est-à-dire on a fait un numéro justement de *Recherche* sur les « *untorelli* », montrant que le mouvement social était pas du tout ces « *chiens sans collier* », ces « lumpen-prolétariat », ces « gens sans foi ni loi » comme le Parti Communiste les présentait. On a fait tout un tas de choses comme ça... « *Untorelli* », ça vient de Manzoni, mot à mot c'est les « *pestiférés* »... Et « *cani sciolti* », ça veut dire en Italien, les « *chiens sans collier* », les « *chiens déliés* » mot à mot... Le Parti Communiste avait présenté tout ça comme un complot l'empêchant d'arriver au pouvoir. Et Montesano (qui était Bolognais) et d'autres ont montré que finalement la vie était gérée, sous Amendola, la grande ville du PCI, exactement de façon stalinienne, de façon répressive et tout... Et une des choses qui avait été très importante, ça avait été l'émergence des radios libres : l'expérience de *Radio Alice*. Et on a publié à ce moment-là un livre sur Radio Alice, qui est le livre de Bifo qui a été traduit. Donc Daniel Aufray a traduit avec tant d'autres...

Comment s'appelle ce livre ?

Yann MOULIER : *Radio Alice* : c'est un livre rose... Et en France, à ce moment-là, on a lancé le mouvement des radios libres avec *Radio Tomato*, des gens comme Patrick Farbias (qui est devenu assistant-parlementaire de Noël Mamère aujourd'hui), etc... Et ça, Félix Guattari avait tout de suite compris... Il nous a parlé... Il avait tout de suite compris l'intérêt de se battre sur cette histoire des médias : les nouveaux médias... On a discuté sur les publicités... Et ça a beaucoup discuté avec Chiliou, quand Mitterrand est arrivé au pouvoir, sur la question des radios libres, et l'institutionnalisation des radios libres... Et *Radio Tomato* notamment. Et donc le CINEL s'est beaucoup activé. Alors, il y a eu d'abord en 1977-1978 l'arrestation de Bifo par un juge venu à Paris. Alors, on s'est bagarré là-dessus. Après il y a eu l'extradition de Piperno, il y a eu le cas du 7 avril 1979, il y a eu l'extradition de Klaus Croissant, enfin il y a eu plein de choses... Le CINEL s'est beaucoup manifesté sur ces questions-là. Et il a fait un très gros travail, une brochure, sur le 7 avril 1979, puisqu'il y avait des milliers d'actes, de pages... Moi j'avais pris contact avec un certain nombre d'avocats (Kiejmann, mais aussi Badinter...) pour plein de gens, pour préparer... On a quand même joué un rôle très important dans la préparation de l'asile politique pour les Italiens qui sont arrivés. Car quand les Italiens sont arrivés, certains de façon complètement clandestine, avant la venue au pouvoir de Mitterrand...

Dès 1980 ?

Yann MOULIER : Oui, dès 1980. Forcément, dès 1979-1980...

Dès 1979 ?

Yann MOULIER : Bien sûr. Et là on a beaucoup contribué à ce que le Parti Socialiste, en joignant des gens comme Louis Jouannet, qui était responsable à Matignon des questions des

jeune prolote révoltée et qui avait envie d'en découdre, qui avait dix ans de moins que nous à l'époque. Moi à cette époque-là j'avais trente ans. Elle, elle avait vingt ans. Donc, tous ceux qui émergent de cette grève allaient pas seulement s'intéresser aux problèmes de l'entreprise, mais avaient aussi des choses en commun : tant au niveau culturel, que la musique, que la critique radicale de la société qu'ils partagent... Ils sont jeunes à cette époque-là...

Est-ce qu'ils avaient le même âge que toi ?

Alain POJOLAT : On a entre 20 et 30 ans : Nathalie Ménigon c'est vraiment la plus jeune à cette époque. La moyenne d'âge c'est 25 ans. Et donc on est frappés de plein fouet par tous les événements extérieurs à l'entreprise. On est frappés par la création de la centrale de Malville et les luttes qui sont menées autour de cette centrale. On y participe très activement : on va se battre avec les flics, avec nos camarades italiens avec qui on avait des contacts. On avait déjà des contacts internationaux avec les gens de l'Autonomie ouvrière italienne. C'est très violent Malville : il y a un mort, un militant de la Fédération Anarchiste, Vital Michalon, qui est tué. Il y a un Allemand, Manfred Schultz, c'était un baba, un écolo, mais c'était avant les Verts, avant les Grünen, c'était les écolos allemands : ils étaient vachement structurés, vachement militarisés même. Et lui, Manfred Schutz, il se fait arracher la main. Il y a aussi un mec qui s'appelle Grand Jean qui se fait arracher un pied, je m'en souviens très bien. Donc, pour aller jusqu'à la centrale il fallait qu'on traverse un putain de champ labouré... Il faisait pas beau, il pleuvait beaucoup. Les organisations trotskystes, en particulier la LCR, voulaient pas aller à l'affrontement, et nous on a pris en charge les affrontements pour aller jusqu'à la centrale. Donc on voulait absolument conquérir...

Est-ce que c'était avant la grève de la BNP ?

Alain POJOLAT : Peut-être... Peut-être parce que finalement tout ça c'est très ramassé dans le temps. Et bien évidemment avant la grève on faisait déjà des trucs... Mais ça métonnerait que ce soit avant la grève... La grève c'est en 1977 : c'est quasiment concomitant.

Combien de temps a duré la grève à la BNP ?

Alain POJOLAT : Elle a duré deux mois. Donc bien sûr l'attaque de Malville elle laisse des traces parce qu'on a quand même morflé très très grave : il y a eu des tas d'arrestations après dans les squats parisiens. Après, immédiatement, ce qui se pose c'est la question de la répression en Allemagne, avec l'extradition de Klaus Croissant qui intervient dans la foulée. Donc là, re-baïton : les autonomes commencent à avoir une autonomie, une capacité militaire qui jusqu'à présent était confisquée par les services d'ordre des organisations politiques. Jusqu'à présent, il y avait le Service d'Ordre de la LCR. Les maos plus-moins : enfin il y avait plus depuis quelques années parce que la Gauche Prolétarienne avait splité... Disons qu'on disputait aux Services d'Ordres organisés (les trotskystes entre autres) le droit de pouvoir faire ce qu'on voulait dans les manifestations. Ça c'est un truc important. Et là on avait une puissance de feu qui était inégalée : inégalée ! Franchement, il y a eu... La manif Klaus Croissant qui était partie de République et qui se terminait en baïton générale à Nation, pour la première fois on avait 500 autonomes casqués avec des barres et des cocktails Molotov ! C'était République – Père-Lachaise – Nation, par l'avenue de la République. Et donc les autonomes arrivent à cette manif très très puissamment armés : des centaines de cocktails

Molotov ! Les affrontements avec les flics commencent dès qu'on les a vus, c'est-à-dire dès l'avenue Parmentier. Et là ils en ont pris plein la tronche ! Après il y a eu plein d'évènements qui se sont succédés jusqu'à l'assassinat des militants de la RAF à la prison de Stammheim, où là il y a plein d'actions armées non-revendiquées par un groupe précis. Il y avait pas Action Directe.

Il y avait les NAPAP ?

Alain POJOLAT : Il y avait les NAPAP, oui. Les NAPAP c'était même antérieure : avant il y avait eu les Brigades Internationales, donc il y a eu une continuité militaire de toute façon depuis la fin de la Gauche Prolétarienne.

Est-ce que tu avais fait partie d'un groupe politique auparavant ?

Alain POJOLAT : Oui, moi j'étais à la JCR et à la Ligue Communiste pendant pas mal de temps. Avant 1968 j'étais à la JCR, dans les comités Vietnam.

Est-ce que c'était ta première expérience politique ?

Alain POJOLAT : C'était avant 1968, oui.

Est-ce que tu travaillais déjà à ce moment-là ?

Alain POJOLAT : J'ai travaillé en 1967.

Où travaillais-tu ?

Alain POJOLAT : Toujours au même endroit : à la BNP. Je suis resté à la BNP. J'ai été licencié parce que j'ai été en taule pour avoir hébergé des Italiens en situation irrégulière en 1986. Et c'est la CGT qui m'a fait réintégrer.

Combien de temps es-tu resté en prison ?

Alain POJOLAT : Je suis resté un mois et demi et j'ai été condamné à deux ans avec sursis et 50 000 francs d'amende.

Quand as-tu quitté la Ligue Communiste ?

Alain POJOLAT : La LCR je l'ai quittée quand je suis rentré au groupe « Révolution ! ». J'ai été militant de « Révolution ! ». « Révolution ! » était une scission de la Ligue Communiste. Ça c'est en 1973. La Ligue Communiste elle naît en 1968 – début 1969, autour du journal *Rouge*. A l'été 1968, après la dissolution de tous les groupes révolutionnaires, après les affrontements de mai 1968. A l'été 1968, il y a eu une dissolution de tous les groupes : JCR, tout ça... Et donc après il y a eu les Cercles Rouges qui se sont mis en place : t'avais beaucoup de trotskystes mais beaucoup de jeunes aussi qui faisaient leur premier contact à la politique. Ils avaient un projet et ça marchait. Mais il y avait des groupes plus mineurs comme l'AMR (Alliance Marxiste Révolutionnaire) et tout ça (des publiés), qui recrutaient dans les lycées et tout ça... Mais la LCR elle avait une capacité à cette époque-là de proposer des structures d'accroche qui étaient assez importantes. Donc la LCR est né début 1973. Avant, « Révolution ! » existe en fraction à l'intérieur de la Ligue Communiste. A « Révolution ! », il

Yann MOULIER : On arrête la revue *Camarades* parce qu'en 1978...

Le dernier numéro de Camarades se présente ainsi : « On a gagné notre pari, l'Autonomie est un mouvement qui existe, donc Camarades n'a plus de raisons d'exister ».

Yann MOULIER : Oui, on se dissout parce que le pari est un peu fait qu'à ce moment-là certains vont à travers l'Autonomie organisée se recomposer dans *La Gueule*, dans des trucs comme ça... D'autres vont travailler sur des collectifs de façon complètement autonome... D'autres comme les anarcho-désirants vont partir... C'est l'idée d'intermittence du mouvement. C'est l'idée qu'il y a pas de permanence comme ça. Je crois qu'il y a aussi un épuisement des thématiques... Oui ! Je sais... Aussi, une des choses c'est qu'une partie des gens s'investissent dans les collectifs-chômeurs. C'est-à-dire il y a un investissement dans autre chose que la revue. C'est un investissement dans des luttes plus concrètes, plus directes, et pas finalement dans ce qu'avait fait la revue. Une des choses aussi c'était que la revue finissaient par constituer un truc embêtant, qu'il y avait une espèce d'hégémonie... C'était pas très bon... Parce qu'il se fabriquait une espèce de position « Camarades et les autres », l'Autonomie qui se réclamait de « tout sauf Camarades », qui commençait à dire « c'est des léninistes épouvantables ! », des trucs comme ça... Donc, je pense que ça a été... Il y a eu un moment où les faits... On a dû le juger plus négatif que positif.

En ce qui vous concerne, dans quoi vous investissez-vous à ce moment-là ? Vous m'avez dit : « il y a les réfugiés italiens », mais c'est plus tard...

Yann MOULIER : Non ça commence dès 1978-1979... 1979 : le 7 avril... Je suis investi dans le CINEL, dans ces trucs-là... Je suis investi dans *La Gueule* ou je suis ça... Beaucoup de gens avec qui je travaille s'occupent de suivre les luttes antinucléaires.

Quelles étaient les activités du CINEL ?

Yann MOULIER : Originellement, ce collectif avait été lancé par Félix Guattari, des gens comme Isabelle Denard... Il avait pour objet essentiellement de sortir un peu des impasses du Secours Rouge, c'est-à-dire d'un discours purement anti-répressif. C'est-à-dire, le CINEL défendait des gens victimes de la répression, etc... mais il s'intéressait surtout aux nouveaux espaces de liberté : les radios libres, les mouvements sociaux... Donc c'était un lieu dans lequel on discutait de toutes les formes nouvelles de mouvement dans lequel apparaissait un élargissement des possibilités de nouveaux espaces de liberté (comme son nom l'indiquait). Avec dans l'idée à la fois de mener un travail effectivement de dénonciation des différentes choses, etc... des transformations juridiques subreptices qui restraignaient les espaces, mais aussi en mettant l'accent sur au contraire les fois où il s'ouvrait des nouveaux fronts possibles. Et ça avait été le cas de l'investissement... Enfin, le CINEL s'est beaucoup illustré dans la question des radios libres : *Radio Tomato*... Le CINEL s'est créé en fait... Il faut bien comprendre l'appel de Bologne... C'est l'appel de Bologne qui a créé le CINEL. L'appel de Bologne, en 1977, rédigé par les gens qui étaient complètement liés à nous... Avec Jian-Marco Montesano, qui était un Italien de longue date, qui était peintre, et qui avait fait partie des mouvements de contestation, etc... qu'on avait connu... Un long passé politique ensemble depuis 1975-1974... Et qui avait préparé avec Bifo et Daniel Aufray (qui est au Vert maintenant) l'appel contre la répression de Bologne, qui a été signé par Jean-Paul Sartre,

Yann MOULIER : Non, il n'y avait pas que des étudiants. Il y avait des liens étroits avec des collectifs qui étaient eux pas étudiants du tout. Dans « Matériaux pour l'intervention », déjà il y avait des Portugais. Dans la suite, dans Camarades, il y avait des tas de gens qui suivaient de très très près qui étaient liés en fait à des collectifs qui avaient une histoire propre, donc qui étaient pas étudiants. Il faut pas surdimensionner les composantes prolétariées des squats, etc... Il y a eu des gens comme ça qui sont venus dans le mouvement, qui ont fait partie de la mouvance et tout, mais ils étaient pas très nombreux. Ils sont surtout venus à partir de 1977-1978, donc très proche du moment où ça s'est arrêté. Ça s'est arrêté on peut dire en 1979 je crois... C'est 1978 le dernier numéro de Camarades : un très beau numéro d'ailleurs, en violet, avec le supplément sur le travail... Ça a été à mon avis le meilleur, le plus beau numéro, le plus complet... Parce qu'au fond, il y avait un programme de travail... Après les gens sont partis à droite – à gauche, se sont redispachés, etc... Donc le lien qu'il y a eu, mais qui est resté très fort parce que, je regarde des gens, ça m'amuse : une partie des gens dans le mouvement « Sauvons la Recherche » sont passés par Camarades... Une grande partie des directeurs de labo qui étaient là... Ah oui ! Il y a des tas de gens que j'ai retrouvés qui étaient vraiment le cœur de « L'Ecole en lutte », etc... Mais à côté de ça, il y a des gens... Si je disais que Alain Finkelkraut a été à « L'Ecole en lutte », ça ferait rigoler tout le monde ! En 1973, il s'est retrouvé là. Donc, il y a des gens qui sont passés, à une échelle très petite, très très minoritaire, très élitiste... Enfin, très élitiste au sens où moi je me souviens que j'avais pas beaucoup d'inquiétudes sur les faits d'une infiltration possible, si ce n'est toujours que les flics ont pas le niveau... J'ai toujours pensé ça, ce qui s'est révélé relativement faux après...

Est-il vrai qu'un indicateur de police est parvenu à infiltrer Camarades ?

Yann MOULIER : Il y a eu un type, très tard, enfin deux gars qu'étaient d'ailleurs très bizarres, qu'étaient un peu bizarroïdes, mais qui au fond trouvaient ça très drôle parce qu'ils étaient très sympathisants finalement et ils ont fait plusieurs années plus tard un rapport là-dessus assez drôle... C'était des gens qui effectivement ne s'intéressaient pas au débat intellectuel. Ils s'intéressaient pas du tout au débat intellectuel donc c'était très difficile dans Camarades d'arriver où que ce soit si on était pas...

Ils ont été déçus de ce qu'ils ont trouvé...

Yann MOULIER : Ils ont pas trouvé des choses qui pouvaient leur permettre de dire que « voilà »... Leur chef ont dû leur dire rapidement : « Changez, mettez-vous dans un groupe opérationnel, parce qu'au moins voilà ! ». Et puis il y avait le côté aussi de déphasage qui était très trompeur pour des Français, c'est-à-dire que le fait d'être aussi encré dans un débat qui était italien, etc... rendait les choses très très difficiles, faut dire... C'était pas évident du tout ! Parce que le fait qu'il y ait une partie des références qui étaient pas des références françaises, bon, c'était un peu compliqué quoi ! Et puis si les gens devaient se mettre à lire Tronti, bon, c'était un peu dur ! C'est pas évident.

Que se passe-t-il entre 1978 et 1980, quand Camarades s'arrête ?

Yann MOULIER : Il y a une partie des gens qui cessent complètement de faire quoi que ce soit.

Pourquoi avez-vous arrêté la parution de Camarades en 1978 ?

y avait des gens qui venaient de *La Voie Communiste*, qui était un groupe qui s'était développé à Marseille. Il y avait des anciens de la Gauche Prolétarienne aussi comme Jacques Soussin, Samir Jossoy (de la Ligue Communiste de Marseille), Isaac Jossoy (son frère, qui était un des secrétaires), et Henri Maller. C'est eux qui sont à l'initiative de « Révolution ! ». Ils montent une structure internationale. C'est en 1973, au moment de l'affaire Guyot : un lycéen qui avait été emprisonné. C'était au moment de la loi Debré (qui voulait restaurer l'ordre moral dans les bahuts et tout ça...). Et donc il y avait des grosses manifs lycéennes, et Guyot, qui était un mec de la Ligue Communiste, avait été arrêté par les flics à un contrôle routier dans Paris, donc ils avaient saisi des barres de fer, je sais pas quoi et tout... Ils l'avaient foutu au trou. Donc, grosse mobilisation, manifestations, je sais même pas ce qui est arrivé : il a dû être libéré... A cette époque-là tu trouvais normal dans une manif de charger les flics : tout le monde venait avec son casque, les mecs aussi distribuaient les barres de fer, et puis après t'y allais... Logique. Donc, « Révolution ! » se forme en 1973 avec des liens privilégiés avec la Gauche Prolétarienne (sur les thèmes de la révolution chinoise). Son grand-frère à « Révolution ! » c'est un groupe italien influent qui s'appelle Avanguardia Operaia, qui est un groupe maoïste. Il y a aussi des liens avec une partie de Lotta Continua, l'OPCRA du Brésil, et le PRP (Parti Révolutionnaire du Peuple) portugais (qui à l'époque est encore clandestin). « Révolution ! » a surtout des liens avec Avanguardia Operaia, un peu avec une fraction de Lotta Continua, et avec le PRP portugais. La chef du PRP s'appelle Isabelle do Carmo : elle a joué un rôle très important dans la révolution des Ceillets. Le PRP va jouer un rôle très très important dans la politisation du mouvement des soldats.

Est-ce que « Révolution ! » est à ce moment-là encore un groupe trotskyste ?

Alain POJOLAT : C'est un groupe qui se définit pas ni comme trotskyste, ni seulement comme maoïste. C'est-à-dire que la différence qu'il a avec la LCR, il dénonce la LCR comme ayant un travail au sein de la classe ouvrière opportuniste, c'est-à-dire en gros essayant de faire croire qu'on peut maintenir une tendance « lutte de classe » au sein de la CFDT par exemple. Il y a une brochure de la LCR à l'époque qui s'appelle « Pour une CFDT – Lutte de classe ». Alors que les réalités elles sont complètement différentes. C'est-à-dire que déjà nous, au niveau de « Révolution ! », on commence à prendre en compte le fait qu'il y a toute une partie de la classe ouvrière qui est pas organisée : c'est déjà la précarité, les sans-papiers, l'immigration, les boîtes de sous-traitance, tous ceux qui sont pas directement organisés... Et donc nous notre ligne politique c'est les « comités syndiqués – non-syndiqués ». C'est-à-dire que l'appartenance syndicale n'est pas indispensable à la structuration des salariés dans l'entreprise. Il y a une filiation avec ce qu'on va faire dans l'Autonomie après. Et donc alors on a des copains qui sont indifféremment à la CGT, à la CFDT, et qui ne sont pas syndiqués : les trois cas de figure existent. On a une « commission nationale d'entreprise » qui fait du boulot, on a des brochures, on a tout un groupe... Donc ça ça va durer jusqu'à ce qu'après, devant l'incapacité de « Révolution ! » à franchir le pas pour devenir une organisation hégémonique au sein de l'extrême-gauche, parce que c'était quand même la vocation un peu de tout le monde : c'est-à-dire chacun voulait disputer...

Le pouvoir ?

Alain POJOLAT : Ben oui, et tout ça... D'être plus fort que l'autre... C'était très idéologique.

Combien de personnes regroupait « Révolution ! » ?

Alain POJOLAT : « Révolution ! » c'est mille personnes à peu près, en France. Donc c'est pas mal quand même. Après il devait y avoir un rapprochement avec la GOP (Gauche Ouvrière et Paysanne) qui est dirigée par Alain Lipietz. Dominique Voynet aussi, qui fait partie de la structure locale à Dole. Il y a une partie des Verts qui sont déjà à la GOP. Il y a fusion entre « Révolution ! » et la GOP : ils vont faire un journal complètement merdique qui s'appelle *L'Outil*. Ça c'est en 1976. Moi je me casse à ce moment-là de « Révolution ! ». Moi je me barre parce qu'après cette fusion de la GOP et de « Révolution ! » va donner une organisation qui va s'appeler l'OCT (Organisation Communiste des Travailleurs). Alors quand arrive l'OCT, il y a la partie la plus radicale de « Révolution ! » qui se tire. Donc, il y a entre autres des gens qui après vont faire un journal qui s'appelle *Parti pris*. Il y a de tout dedans : la recomposition est pas mécanique, elle se fait un peu au fil des expériences, des confrontations d'expériences... Et puis la situation italienne va nous intéresser énormément bien sûr. On est un certain nombre qui ont quitté « Révolution ! » et qui sont très intéressés par la situation en Italie, par à la fois l'autonomie ouvrière de la situation italienne, et par aussi la montée des groupes armés. Qui nous importaient parce que c'est des groupes qui viennent pas du ciel : leurs premières interventions c'est les interventions dans les entreprises, c'est le mouvement des « foulards rouges » à la Fiat, l'Alfa Romeo, c'est les collectifs de l'Alfa, c'est tout ça : une immense richesse du point de vue des interventions dans les entreprises, c'est cent fois plus avancé que ce qui a jamais pu être réalisé en France. Il y a des coordinations ouvrières en Italie qui sont encore vivantes aujourd'hui de façon un peu différente, dans les COBAS par exemple. Même si ça a muté, même si c'est plus du tout la même problématique qu'à l'époque, malgré tout cette autonomie ouvrière elle persiste en Italie, elle persiste, elle est pas morte.

Et en France, à part le collectif de la BNP ?

Alain POJOLAT : Il y avait un collectif à Renault-Cléons, il y avait un collectif à Michelin – Clermont-Ferrand, il y avait un collectif à la Société Générale. Il y avait le Syndicat de Lutte des Travailleurs d'Usinor-Dunkerque : ça c'était très important, même s'il avait l'appellation « syndicat » c'était quand même une structure qui était autonome, très clairement. Ah, il y avait aussi un mec à Peugeot-Sochaux... Comment il s'appelait ?

James Schenkel.

Alain POJOLAT : James Schenkel. Sans quoi, il y avait l'autre à Rouen : Renault-Cléons et une autre usine Renault à côté de Rouen. D'ailleurs ça fait pas grand-chose. Il y avait un collectif de travailleurs mauriciens sur Paris aussi, qui faisait partie du groupe Camarades, qui était directement dedans. Il y a des textes d'eux dans la revue. La grève des nettoyeurs du métro ça a été quand même une des seules grèves ouvrières que l'Autonomie parisienne a influencé. On allait la nuit faire les piquets de grève avec eux, on les aidait, on leur tirait les affiches qu'on allait coller. Et puis il y a eu quelques baffes avec les flics et quelques arrestations, etc...

Est-ce que c'est aussi en 1978 ?

quoi que ce soit. Mais il est vrai qu'à partir du moment où d'une part l'Autonomie s'était heurtée à des limites qui étaient partout... Moi c'est évident que l'histoire européenne, en 1979, m'a fait beaucoup réfléchir. Je me suis beaucoup occupé, de 1979 à 1983, des réfugiés, de l'Italie, de Negri, etc... On s'est énormément occupé de ça. Mais pour le reste, moi j'ai considéré qu'à un moment donné l'Autonomie ça avait fini un certain cycle.

[...]

Combien de personnes regroupait Camarades ? S'agissait-il surtout d'étudiants, de travailleurs, ou de chômeurs ?

Yann MOULIER : Il y a eu des chômeurs, des étudiants, des profs, des futurs profs... Il y avait pas de composante prolétaire à proprement parlé, sauf ce que j'appellerais pas des prolétaires mais des gens issus des mouvements maos qui avaient été établis ou qui étaient des salariés classiques. Les fois où on a fait des réunions, des séminaires, des meetings, je pense pas qu'on ait jamais réuni plus de 60 personnes. Je me trompe peut-être... Il y a eu des trucs généraux comme ça, mais sur Camarades lui-même, etc... Ça n'a jamais dû excéder... On avait un fichier de gens qui étaient informés, tout ça... Mais des gens qui se manifestaient, qui étaient actifs, ça n'a jamais dépassé je pense cet ordre de grandeur.

Peut-on dire que vous avez eu un rôle dirigeant dans Camarades ?

Yann MOULIER : Oui, ça c'est vrai. J'ai joué un rôle nettement d'animation fort, mais avec chaque fois des gens qui... On a toujours été une dizaine à travailler très étroitement. Ça n'a pas de sens de poser la question en terme de dirigeants, parce que ça aurait supposer que ce fût une instance avec des élites, des membres de base... Il y avait un groupe avec des gens qui jouaient un rôle direct, de premier plan, mais c'était pas un parti politique, c'était pas un groupe politique, il n'avait pas l'ambition de se présenter comme... Donc, l'expression « dirigeant », « mandataire », « mandaté », et tout ça, ça n'avait pas de sens. Je sais pas si on a beaucoup voté. On discutait beaucoup, on avait des oppositions, mais on a pas eu véritablement de... Non, c'est pour ça que c'est très faux, parce qu'il faut ramener les choses à leur échelle. L'échelle est petite, vraiment assez petite. Il faut pas faire de fantasmes : parce que les gens quand ils écoutent ça, ils pensent tout de suite à un groupe de plusieurs centaines de personnes, ou plusieurs milliers de personnes, etc... C'est pas vrai. C'est pas vrai du tout. L'incidence est forte en terme d'incidence intellectuelle, de choses qui circulent, de tout un mouvement dont d'ailleurs on a une représentation assez fausse... On a une représentation très très fausse, sous-dimensionnée parfois ou surdimensionnée. Et donc le groupe il se fait par agrégation, par gens qui s'en vont, sans procédures fortes d'ailleurs, sauf cette question des... Un élément d'affaiblissement ça a été cette question des désirants et de l'Autonomie organisée... Ça a été une chose forte.

Est-ce que Camarades était un groupe composé majoritairement d'étudiants ?

Yann MOULIER : Oui.

Mais il n'y avait pas que des étudiants...

partir de 1980-1981, la transformation, c'est-à-dire l'hypothèse qu'en réalité on allait vers une gauche radicale changeait tout. Je me rappelle avoir discuté... On se voyait beaucoup chez Félix Guattari, etc... Parce que les radios libres, Guattari, le CINEL, était devenu un peu un lieu de débat politique...

Qu'est-ce qu'était le CINEL ?

Yann MOULIER : Ah ça c'est très important le CINEL : c'est le Collectif International pour des Nouveaux Espaces de Liberté. Le CINEL avait commencé justement à développer des questions sur la répression des Italiens, les premières extraditions... Donc on a fait tout : l'extradition de Bifo, l'extradition de Piperno, celle de Klaus Croissant, évidemment l'affaire Negri, le 7 avril... Et il y avait plein de gens qui se réunissaient rue Vaugirard. C'est important les gens du CINEL, parce que c'est un des lieux où il y a eu un débat... Le CINEL a pris position aussi fortement sur les questions des libertés publiques, avec la question des radios libres. C'est un lieu où on discutait beaucoup. Le CINEL a commencé en 1977, et il a continué très longtemps, et il s'est poursuivi au-delà de 1980... Et en 1980-1981, sur les questions d'élections, je sais qu'on a eu un grand débat avec Félix. Parce qu'il faut dire que j'ai oublié un point très important. En 1978-1979, le mouvement antinucléaire subit ce revers mais l'embryon des Verts c'est notamment *La Gueule ouverte*. *La Gueule ouverte* et une partie de l'Autonomie organisée (ce qu'il en restait) se restructurent autour du journal *La Gueule ouverte*. Moi j'écris quelques textes dans *La Gueule ouverte*, des éditos sous pseudos. Et il y avait toute une partie de l'Autonomie organisée qui travaillait à *La Gueule ouverte* : c'est là que Jean-Luc Benhamias m'a connu indirectement (parce que moi j'y mettais jamais les pieds). Mais il y avait donc des militants de l'Autonomie qui se sont fondus dans les Verts, enfin ce qui allait devenir les Verts. Et d'ailleurs ça a raccommodé les autonomistes désirants et les autonomistes organisés, c'est-à-dire des gens qui étaient du côté de Camarades et d'autres qui étaient ou dans le mouvement féministe ou dans les Verts, etc... *Gueule* a paru, on a fait un numéro très drôle... Avec des gens comme Konopnicki, on s'est payé un numéro parodique de *L'Humanité* : on s'est beaucoup amusé. Un magnifique numéro ! En 1980. Et ça a démarré : c'était génial ! C'était des petits groupes de gens, mais c'était symbolique de ce qui allait naître progressivement : c'était cette agglomération de gens qui, sans être du tout socialistes, ont voté finalement en 1981 pour Mitterrand, contre la peine de mort, pour moins de répression...

Est-ce que vous avez voté pour François Mitterrand en 1981 ?

Yann MOULIER : Ah oui, évidemment. Non seulement j'ai voté pour François Mitterrand, mais j'ai appelé fortement à voter. Pour moi il fallait voter Mitterrand au premier tour, sans remords, en disant que le reste était même pas intéressant, et j'ai beaucoup bataillé face à Félix Guattari et Pierre Bourdieu qui s'étaient laissés tenter par le vote pour Coluche. Moi ça me rendait fou furieux la candidature de Coluche, je trouvais pas ça drôle du tout ! Donc j'étais contre le vote pour Coluche. *La Gueule ouverte*, ça rassemblait des gens qui en fait préparaient les prodromes des Verts. Ça a été comme ça. Avec des choses où on a vu d'anciens communistes critiques comme Konopnicki, des gens comme ça... On avait fait ce faux numéro de *L'Humanité*. Le vote pour François Mitterrand, moi je pensais que de toute façon c'était un truc fondamental. Mais ça voulait pas dire du tout une adhésion aux socialistes ou

Alain POJOLAT : Oui, c'est 1978. L'histoire a été très rapide. Il y avait eu des actions anti-pubs, déjà à l'époque : la nuit anti-Laucault : 53 panneaux Laucault brûlés pendant la nuit, revendiqués par l'Autonomie.

Est-ce que c'est aussi en 1978 ?

Alain POJOLAT : Oui, en 1979 l'Autonomie en tant que telle elle existe plus : c'est le chant du cygne.

Combien de personnes regroupait le Collectif des Travailleurs Mauriciens ?

Alain POJOLAT : Les réunions auxquelles j'ai assisté, j'aurais dit une quinzaine.

Est-ce que les membres de ce collectif faisaient partie de Camarades ?

Alain POJOLAT : Oui ils étaient à Camarades. Ils étaient fédérés par Camarades. Je ne dis pas que tous les mecs venaient aux réunions de Camarades chaque semaine.

Est-ce que Camarades était composé principalement d'intellectuels ?

Alain POJOLAT : Camarades c'est pas que Yann Moulier. La bande de Rueil c'est pas franchement des intellos. Le squat Passage Hébrard et tout ça, c'est pas des intellos non plus.

Est-ce que la bande de Rueil participait à Camarades ?

Alain POJOLAT : Oui bien sûr. On avait une coordination hebdomadaire de tous les collectifs qui voulaient. Il y avait aussi Samir et Mogniss Abdallah, les deux frères égyptiens. Il y avait aussi une mobilisation autour de leur cas à eux parce qu'on leur a enlevé les papiers. A Camarades tu pouvais avoir la double appartenance. Camarades c'était un endroit où il y avait des gens qui avaient juste un projet autonome. Il y avait tout le monde dans les coordinations de Camarades. T'avais des squatters, t'avais des braqueurs... C'est pour ça que c'était un formidable intérêt pour la police. Ils savaient qu'en allant rue du Buisson-Saint-Louis, il suffisait de se planquer devant et puis ils voyaient tout le monde. Il y avait aussi les gens du CAT (Collectif Autonome de Tolbiac) : le collectif des étudiants de Tolbiac. Il y avait un collectif à Rueil, il y avait un gros boulot du collectif étudiant...

Est-ce que tu participais à Camarades ?

Alain POJOLAT : Oui bien sûr, activement. J'allais à toutes les réunions de Camarades. Et Nathalie Ménigon y allait au départ très régulièrement. Ensuite il y a eu le fait qu'il y a eu un certain nombre de militants des GARI qui sont venus sur Paris.

Avec Jean-Marc Rouillon ?

Alain POJOLAT : Oui, par exemple. Il y a pas de séparation bien définie entre les groupes. Il y a « *Mascarades* » [Camarades] qui veut les réunions... Le gros truc de Yann Moulier c'est de fédérer tout ça. Mais en même temps il a un projet politique derrière. C'est-à-dire que lui il roule pour Negri et pour l'Autonomie de Padoue : c'est clair. Moulier c'est ça. Donc il y a ça : il y a ce lieu qui est Camarades. Il y a le 33 rue des Vignoles où c'est l'OCL qui essaye de réunir ses sympathisants : la fraction de l'Autonomie qui est pas hégémonisée par

les marxistes de Camarades. Il y a ceux qui vont aux deux réunions : nous on va aux deux réunions. On a des copains qui hésitent, qui sont libertaires mais qui aiment bien les capacités fédératrices de Camarades : ils vont aux deux. Il y a pas de sectarisme à cette époque-là. Quand on dit : « *il y a les désirants, il y a...* »... Il y a Marge évidemment. Marge c'est autre chose. Marge ça m'intéresse pas. Bob Nadoulek... L'Autonomie désirante, nous on est pas du tout branché là-dessus, pas du tout. Ils nous font chier plutôt qu'autre chose. C'est eux qui sabotent le meeting de la Mutualité. Je pense qu'on doit beaucoup le sabotage du projet autonome à l'irresponsabilité de certains. C'est mai 68 qui est pas encore fini : on pique sa crise d'adolescence, on se croit obligé de mettre son ego devant tout le monde ! Donc il y avait un abus de la démocratie qui était invraisemblable ! Quand il y a une AG qui doit prendre des décisions par rapport à des événements importants comme la répression qui vient d'être en Europe ou le soutien à des luttes de salariés, des choses comme ça, des choses qui auraient pu vraiment faire en sorte que les autonomes soient aussi un peu une référence politique... Donc ce meeting à la Mutualité a été totalement saboté par des comportements individuels de mecs qui se croisaient autorisés...

C'est-à-dire qui monopolisaient la parole ?

Alain POJOLAT : Non, qui font un happening ! Il y en avait ils faisaient n'importe quoi : un numéro de cirque et tout ! Donc après ça s'énerve : il y a eu des baffes de distribuées... C'était un peu n'importe quoi. Moi je trouve : une irresponsabilité collective grave. C'est bien beau de remettre en cause les organisations au fonctionnement organisé et centralisé et tout ça, mais si c'est pour que les gens ne tiennent pas un minimum de discipline pour s'accepter dans leur diversité, s'écouter, et prendre les décisions politiques, c'est pas la peine ! Moi j'aurais été pour la bolchévisation de l'Autonomie.

Comment te définissais-tu ?

Alain POJOLAT : Communiste libertaire. C'est ce qu'il y a de mieux pour définir ce que je pense de l'Autonomie. Communiste avant tout, et forcément libertaire parce que communiste... Je suis contre une démarcation idéologique nette sur la question d'être libertaire. Je pense que quand t'es communiste, t'es forcément libertaire, et c'est pas la peine de te dire « communiste libertaire ». C'est par facilité de langage.

C'est un pléonasme ?

Alain POJOLAT : Oui. Mais de toute façon, avec le recul tu te dis que même l'interprétation de l'histoire, c'est quelque chose qui est pas évident. C'est-à-dire tu vas lire *La Révolution trahie* de Voline, tu vas lire *L'Histoire de la révolution russe* de Trotsky, tu vas lire les bouquins de Lénine et tout, tu vas voir la version des anars sur Cronstadt, tu vas voir la version de Trotsky sur Cronstadt... Tout ça est très compliqué. C'est-à-dire que moi je crois pas aux références idéologiques et aux divergences idéologiques aussi nettes. C'est-à-dire que tu te détermine pas par rapport au passé. Je crois qu'il y a du bon dans des apports différents. Il y a du bon dans le trotskisme : je pense qu'au niveau organisationnel c'est indéniable. Mais il y a des trucs qui sont très importants que seuls les libertaires savent le faire. Et je crois de toute façon que si dans quelques années on arrive à avoir un parti révolutionnaire, il sera forcément une synthèse de plusieurs composantes.

que les maoïstes étaient persuadés que ce truc-là allait réveiller, cette espèce d'évènement politique, allait provoquer un choc salutaire et amener toute une partie de l'extrême-gauche à revenir sur les liquidés. C'est-à-dire que les liquidés, c'était ceux qui avaient vendu au fond la NRP, la gauche qui avait dissout la GP, qui avait dissout l'extrême-gauche.

Mais est-ce que ce n'est pas l'assassinat de Tramoni qui a fait naître le mouvement autonome en France ?

Yann MOULIER : Non, ce n'est pas ça qui a fait naître le mouvement autonome. Au contraire, je pense que c'est à partir de ce moment-là... Moi je me souviens que le numéro de Camarades qu'on a fait, le numéro 3, et justement là on a sérieusement commencé à balayer les choses. C'est-à-dire en disant que ce genre de choses était pas fondamentalement le plus passionnant. Parce qu'en particulier c'était sur... vraiment, une histoire... une histoire un peu sordide, ancienne... Et ça n'avait pas du tout l'effet de recomposition que les gens comme Harbulot étaient persuadés que ça aurait. Et effectivement ça n'a eu aucun impact : impact nul du point de vue de la politique. Des gens qui auraient rallié l'Autonomie ? Rien du tout !

Pourtant, certains m'ont dit le contraire...

Yann MOULIER : Et bien, vous savez, je pense qu'ils rêvent complètement ! En revanche, ça a eu un effet très très mauvais sur autre chose : il y a une composante qui était plutôt anar, sympathique, moi je les trouvais assez sympas, et qui a commencé sérieusement à prendre un mauvais chemin. C'était Jean-Marc Rouillan, Cipriani... Tous des gens que j'ai connus : ils ont commencé à prendre un très mauvais chemin. Ça a été ce qui allait donner Action Directe : c'est-à-dire les GARI. Ils sont devenus après avoir fait un petit tour dans l'Autonomie, ils ont fini par partir sur des trucs qui allaient donner après l'isolement où ils ont été en 1980-1981, ça a donné un truc qui s'est rapproché tout doucement du modèle de la RAF. Avec bien des discussions où on a vraiment... Moi je me souviens en tout cas parce que je connaissais personnellement Nathalie Ménigon... On a discuté beaucoup... Beaucoup... Et c'est intéressant parce que dans le collectif de la BNP, une partie des gens du collectif de la BNP, auquel elle appartenait d'ailleurs, n'ont jamais, jamais, jamais, ils ne sont jamais rentrés dans ce truc-là. Et là, il y a vraiment des questions de formation personnelle, de parcours... Il y a aussi probablement des questions que si en 1979-1980 il y avait eu une perspective politique un peu plus solide, parce que l'Autonomie n'était pas capable de tenir politiquement un truc, je pense qu'ils auraient été moins tenté à partir comme ils sont partis dans une espèce de trajectoire qui rapidement a dévié après. Il y a eu la première fois où ça s'était calmé, c'était l'amnistie de 1981. Et après ils sont repartis de plus belle, et là c'était terminé. Et moi la dernière fois où j'ai vu des gens comme ça (Cipriani, Rouillan, des gens que je connaissais...), c'était en 1978-1979. Et là, il y a pas de doute que ça commençait... Je pense que c'était une espèce de tentation militaire, qu'ils ont payé d'ailleurs fort cher après, qui les a amené à faire connerie sur connerie... Je crois que les autonomistes désirants, mais avec de mauvaises raisons, avaient senti le problème. Avec des raisons qui étaient pas toujours très bonnes, ils avaient senti la difficulté qui se profilait. L'Autonomie organisée voulait pas le reconnaître. Après, elle s'est vraiment opposée, assez fortement, à cette tentative de type militariste, en tout cas je parle pour moi et pour le noyau de gens qui formaient l'Autonomie organisée. A

ces réseaux de librairies alternatives avaient à peu près disparus. C'est-à-dire en 1978-1979, la ville de Paris avait normé les lieux de relation : il y avait ou des squats, des lieux de squat invivables, c'est-à-dire complètement défoncés parce qu'il y avait des trucs de drogue, il y en avait quelques-uns, par exemple à Raymond-Losserand... Donc il y avait pas d'organicité, il y avait pas une espèce de continuité de mouvement, de multiplicité, et donc de capacité de ne pas monter aux extrêmes immédiatement. Parce que face à ça il y avait des petits groupes minoritaires qui pensaient qu'ils pouvaient vraiment forcer les choses. Et là-dessus il y a eu des clash assez vite, et ça a donné en fait, à partir de 1978-1979... Alors 1977, je reviens à l'histoire des désirants, pourquoi c'est important ? Parce que quand il y avait les histoires de Brigades Rouges, quand sont apparus les histoires de rapports pas très clairs entre les collectifs et les niveaux de violence, il y a toute une partie du mouvement, notamment en France, qui a dit : « Halte-là ! On met les pouces ! ». Les désirants c'était ça qu'ils disaient : ils voulaient pas être entraînés dans des choses dont ils pensaient à juste titre d'ailleurs, et se regroupant derrière Guattari, etc... Eux pensaient à des solutions plus politiques. D'ailleurs Felix Guattari avait raison : c'est-à-dire, c'est lui qui a lancé « Arc-en-Ciel », les Verts, avoir un mouvement beaucoup plus large pour ne pas se laisser enfermer dans une espèce d'aventure militaire sans intérêt. Et donc les désirants voulaient plus entendre parler des organisés qu'ils suspectaient d'être liés à des groupes armés, d'être trop liés à des hypothèses armées. Alors, à mon avis le paradoxe c'est que eux voyaient ça comme ça, et les groupes militaristes genre NAPAP, GARI, et tout, eux voyaient au contraire que les mouvements de l'Autonomie organisée étaient beaucoup trop timor s et beaucoup trop non-volontaristes. Donc ça s'est traduit par le fait qu'après les trucs comme Saint-Lazare, il y a eu les émeutes de Brixton qui ont joué un grand rôle notamment dans la compréhension des gens, notamment quelqu'un comme Mogniss Abdallah, qui est très important, qui est le jeune des banlieues, enfin maintenant qui n'est plus jeune, mais qui à l'époque avait beaucoup participé à la marche des beurs : les premières marches, le MIB... Mogniss Abdallah, son frère Samir : des gens comme ça. Donc il y avait eu des émeutes antiracistes en Angleterre,   Brixton : c'était 1979, ça je m'en souviens très bien. Il y a eu véritablement un clivage très fort, et au-delà de la scission... Et alors la chose qui est intéressante c'est que les gens qui militaient dans ces trucs-là, qui voyaient  a, voyaient à la fois un degré montant de violence, avec des gens très jeunes qui se mobilisaient qui devenaient fous furieux, ils étaient extrêmement violents (deux d'ailleurs, le gars qui avait été arrêté après Saint-Lazare...), enfin des gens très jeunes, très mobilisés, très violents, et un cadre répressif global, une espèce d'ignorance non prise en charge par les partis politiques de ce qui se passait, sauf le Parti Socialiste qui commence à renifler, qui se recompose après 1978. 1978, il faut pas oublier, c'est l'échec électoral de l'union de la gauche. Tout le monde était persuadé qu'en 1978 la gauche allait gagner les législatives : Régis Debray s'était préparé à faire une revue, etc... Et puis 1978 c'est la raclée ! C'est-à-dire la droite réussit à gagner les élections parce que notamment le Parti Communiste veut en fait la rupture de 1977. C'est-à-dire le programme de l'union de la gauche, il va pas le respecter, il va y avoir une bonne partie du Parti Communiste qui va aller voter pour la droite aux élections de 1978, parce qu'ils veulent pas entendre parler d'une victoire où les socialistes auraient le rééquilibrage de la gauche. Alors ça, ça fait qu'il y a un grand manque de débouché politique global. Et ça amène quoi ? Et bien,  a amène... En 1977, quand même, le flop qui a été fait : le truc des NAPAP, l'exécution de Tramoni, c'était un flop retentissant, ça n'a absolument rien fait, alors

Penses-tu qu'un parti révolutionnaire, au sens idéologique, soit nécessaire ?

Alain POJOLAT : Un parti, un groupement, un regroupement centralisé et capable de prendre des décisions collectives de beaucoup de gens : moi je crois à ça. Je crois qu'il faut fédérer : il faudra fédérer les révoltes à un moment donné, il faudra trouver un mode de fonctionnement démocratique qui nous permettent d'être un intellectuel collectif. Si chacun continue à faire son bordel dans son coin, on ne s'en sortira jamais ! Moi je crois pas du tout à  a !

Pourtant, le concept de « parti » a tout de même une connotation idéologique. Adhérer à un parti cela sous-entend adhérer à une idéologie politique.

Alain POJOLAT : Oui mais le Parti des Travailleurs brésilien, par exemple, le PT brésilien au début (je parle pas de ce qu'il est devenu, les dérapages de Lula et tout ça...). Ma vision à moi c'est ça : c'est être capable de militer dans une structure commune avec aussi bien des gens du PC radical (parce que ceux qui ont un projet social-démocrate, ceux-là de toute façon (El Cabra, etc...) ils viendront pas), mais t'as des gens qui aujourd'hui disent « Je vote PC parce que j'ai pas d'autre choix, il y a personne qui m'a proposé quelque chose qui me convienne ». Tu peux sur la base d'un programme anti-capitaliste par exemple te retrouver avec des gens qui viennent du PC, avec des libertaires, avec des gens influencés par les idées trotskystes... Il faut que tous ces gens-là bossent ensemble.

Oui mais pourtant, l'Autonomie cela sous-entend aussi l'autonomie par rapport aux partis politiques. Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction dans l'idée de créer un parti révolutionnaire ?

Alain POJOLAT : Je pense que la bourgeoisie elle est centralisée et que face à  a... Tu peux être un parti autonome : le parti de l'Autonomie. C'est-à-dire que si tu d cides de fédérer des réalités mais pas simplement des engagements idéologiques, tu dis : « les gens je les prends pas parce qu'ils se réclament de telle idéologie, mais je les prends parce qu'ils sont dans une situation de lutte », peu importe... Après ils ont des sensibilités politiques un peu différentes, il faut que  a ça puisse vivre dans la même organisation. C'est-à-dire que si par exemple tu fais un bon boulot en commun avec des trotskystes, un mec du PC et un libertaire, dans la ville où tu es, et que vous décidez de rester dans la même organisation. Vous pourriez être dans la même organisation avec possibilité de développer par ailleurs le combat politique sur des présupposés idéologiques, mais dans le cadre du parti : qu'il y ait une tendance libertaire, comme il y avait au PT brésilien : une tendance trotskyste, ou pas de tendance du tout pour certains... C'est laisser se développer l'autonomie des groupes, des collectifs qui se f d reront au sein de ce parti, et en même temps en faire une force construite nationalement qui permette de lui donner une tâche révolutionnaire. Parce que c'est évident que pour faire la révolution, d'ailleurs il y aura peut-être pas qu'un seul parti, faudra quand même se centraliser.

Tout dépend ce que l'on entend...

Alain POJOLAT : C'est une façon un peu luxembourgist .  a serait des espèces de conseils ouvriers qui se f d reraient...

C'est le parti en tant que fédération des luttes...

Alain POJOLAT : Ouais. C'est ça ! Et dans le cadre tu te dis : « Oui, on peut être dans la même organisation en ayant une lecture différente de l'histoire »...

Ce n'est pas le parti au sens d'une ligne idéologique...

Alain POJOLAT : Ouais. Même si tu penses qu'à Cronstadt les méchants staliniens ont écrasé l'avant-garde du prolétariat, tu peux malgré tout dans une lutte être d'accord. Moi j'ai fait des luttes avec des mecs, c'était des vrais staliniens, ils se réclamaient de Staline, ils pensaient que l'invasion de la Tchécoslovaquie c'était bien et tout ça... Et ces mecs-là ils se battent concrètement, tu peux être avec eux. Et c'est des frères de combat : pourquoi est-ce qu'on serait pas dans la même organisation ? Après c'est l'histoire qui tranche et surtout ce que tu fais. C'est ce que tu fais qui est plus important. Les présupposés idéologiques que t'as, ils ont le temps d'évoluer, parce que, franchement, c'est tellement compliqué d'appréhender et d'ajuster des choses... Et c'est tellement simple de donner des bons et des mauvais points à l'histoire, avec cinquante ans de recul, en disant : « *Moi j'aurais pas fait ça* »... C'est facile ! Réglons le problème avec le présent avant de nous déterminer de manière très tranchée sur le passé !

Combien de gens regroupait Camarades ?

Alain POJOLAT : C'était fluctuant. Dans les AG il y avait 60-70 personnes qui se voyaient régulièrement, tous les lundis je crois : 3 rue du Buisson Saint-Louis, à côté de l'hôpital Saint-Louis.

Est-ce que ce local était vraiment le local de Camarades ?

Alain POJOLAT : C'était le local de l'Autonomie, oui. Enfin, il y avait aussi rue des Vignoles où il y avait souvent des réunions. Parce qu'après t'avais des réunions par thème : si par exemple il y avait eu tel truc dans une prison et qu'il fallait faire un truc, on attendait pas la réunion de Camarades pour se réunir : les Vignoles étaient toujours ouverts, ou on prenait une salle à Jussieu. Et donc le mouvement autonome en tant que tel il savait se rencontrer quand il fallait. Il y avait des multiples possibilités de se réunir. On a jamais été emmerdés pour trouver un local.

Quand est-ce qu'a été ouvert le local de la rue du Buisson Saint-Louis ?

Alain POJOLAT : Le local de Camarades, moi je l'ai connu en 1977.

Est-ce que tu sais si ce local existait avant ?

Alain POJOLAT : Je ne sais pas.

Et le local de la rue des Vignoles ?

Alain POJOLAT : Il a été donné à la libération de Paris aux Espagnols qui avaient libéré Paris : les Espagnols de la division Leclerc qui étaient des anti-franquistes. Et donc, ça date de ce temps-là. La CNT en exil, ils ont toujours eu leur local là sous le franquisme. La rue des Vignoles j'ai toujours connu ça.

assez faibles, les mouvements sont explosifs (c'est-à-dire ils apparaissent et ils disparaissent, il y a des phases sous-terraines), et du coup, beaucoup de choses se gagnent sur des échéances purement politiques. C'est frappant en 1936 : la syndicalisation suit la victoire du Front Populaire, et pas l'inverse. Les occupations d'usine, les mouvements de masse suivent l'évènement institutionnel. La Libération c'est la même chose : ça suit la Résistance. C'est pas un mouvement qui monte en puissance de l'usine ou de la société, qui ensuite se dote de ses institutions, qui ensuite ont une influence, et qui finissent par pénétrer la couche politique. Là, du coup, ça donne que les mouvements sociaux sont happés immédiatement par un niveau politique très élevé. Alors, ça s'est passé pour le nucléaire, ça s'est passé pour l'Autonomie, ça s'est passé pour tout. C'est-à-dire qu'à ce moment-là, les gens se sont retrouvés confrontés... La manifestation de Saint-Lazare était sans proportion... L'écho qu'elle a eu était sans proportion avec la force que c'était. Moi j'ai connu les copains qui l'ont organisé en se déplaçant avec les métallos, en discutant avec eux, etc... C'était des gens qui étaient sortis des collectifs de lutte des banques, des tas de gens comme ça qui ont lancé véritablement... C'était un truc organisé. Quand le 23 mars au matin la police a arrêté préventivement 80 personnes, elle s'était pas trompé : elle avait arrêté une partie des gens qui étaient une des clefs de l'organisation du truc avec les métallos, sauf que la manifestation était beaucoup plus importante heureusement, il y a eu beaucoup plus de gens qui se sont mobilisés. Mais ça veut dire que ce mouvement était très très très fragile. Et je me souviens très bien qu'un des éléments à mon avis qui était très fragile, c'est la question des radios libres, et du nucléaire.

Vous parlez du mouvement autonome ?

Yann MOULIER : Oui je parle du mouvement autonome. Je parle du mouvement autonome parce que le mouvement autonome ça devenait une espèce de constellation dans lequel il y avait les radios libres, il y avait les nucléaires, il y avait les squats... C'était devenu une espèce de mélange assez général. Et la difficulté c'était que les mouvements avaient pas la capacité de changer de terrain, de se replonger dans des choses massives... Ils étaient un peu poussés à l'affrontement minoritaire. Et ça c'est une question, je me souviens, qui avait été discutée avec les gens de « L'Ecole en lutte »... Je sais plus de quand date « L'Ecole en lutte »... C'est 1976. On en avait discuté déjà dans les luttes des lycéens. Mais ça a été évidemment très vite une question qui est apparue en 1977-1978 quand le mouvement a été sollicité de toute part. Il était sollicité sur le terrain du nucléaire parce qu'il y avait eu des affrontements et l'Etat ne voulait absolument pas céder quoi que ce soit sur le nucléaire. Et le mouvement était beaucoup plus faible qu'en Allemagne, beaucoup moins puissant, beaucoup moins enraciné. Parce qu'à l'époque à Paris, qu'est-ce qu'il y avait ? Il y avait les squats... Il y avait très peu de lieux de réunion... Il y avait pas la tradition du mouvement alternatif comme en Allemagne, en Europe du Nord. Il y avait pas les mouvements alternatifs. Il y avait les mouvements marginaux mais il y avait pas des réseaux, des librairies alternatives... Parce qu'on en a tenu une qui s'est effondrée...

Est-ce que vous voulez parler du local qui a brûlé ?

Yann MOULIER : Non, ça le local qui a brûlé, c'est rue du Buisson-Saint-Louis. Non, ça a été un exemple. Mais d'autres choses : la librairie qui avait été tenue avant qui nous avait été passée en gestion, l'ancienne librairie de VLR, près de Buffon, près de Censier. Tous

sait bien ce qui est apparu, progressivement, au fur et à mesure que les colonnes des BR sont tombées... Parce qu'avant la police ne comprenait pas. A partir de la reddition de Peci (Peci s'est rendu), ils ont beaucoup mieux compris et ils ont fini par les démanteler. Fabrizio Peci... Les Brigades Rouges ont exécuté d'ailleurs sa famille, etc... En grande partie, par la mafia... Ce qui est intéressant, c'est que les « militaires », ils avaient compris que la partie était perdue politiquement. C'est-à-dire que les militaires sont les premiers à se battre, et c'est aussi les premiers à se rendre compte que la partie est finie. C'est intéressant parce qu'en 1980 aussi, Peci se rend, on est fin octobre – début novembre, et décembre le Parti Communiste prend une raclée historique à la Fiat : il lance une grève, il est battu, et il y a 350 syndicalistes qui sont expulsés de la Fiat. Donc on a là un cas absolument frappant... En 1980, le Parti Communiste abandonne l'hypothèse du compromis historique, il prend une raclée dans les fiefs ouvriers, et va naître l'hypothèse de Gramsci... C'est-à-dire, ce qui va naître... La Démocratie Chrétienne va se décomposer, le Parti Socialiste va émerger peu de temps, et puis ensuite il va y avoir la solution de la gauche, c'est-à-dire à partir de 1985 le Parti Communiste va rentrer dans une solution de type « L'Olive » : la coalition de la gauche, l'union de la gauche. Mais avant, le Parti Communiste est contre une union de la gauche. Il est complètement contre une union de la gauche, de 1973 à 1980. Alors, c'est compliqué parce que l'histoire de l'Italie, c'est aussi une histoire... Après on a appris qu'il existait le Gladio, qu'il y avait des corps dans la Démocratie Chrétienne, que les Américains mettaient leur veto absolument à une entrée du Parti Communiste au pouvoir... Ils avaient mis leur veto pour des raisons internes à l'Italie parce qu'il y a les plus grandes bases de l'OTAN, mais aussi et surtout parce qu'il y avait la Yougoslavie. La seule prédiction correcte qu'avaient fait les Américains, c'est qu'elle se casserait la gueule à la mort de Tito. Simplement, pour eux, ils pensaient que Tito finirait à peu près vers ces eaux-là, et ils se sont trompés de dix ans : Tito a duré dix ans de plus. Mais effectivement, à partir du moment où Tito est mort, la Yougoslavie est rentrée dans un processus d'implosion. Alors, ça c'est disons du point de vue de l'Italie. Alors, évidemment, la question de l'Italie... On avait ça en Italie, c'est-à-dire à partir de 1980 : le 7 avril 1979, il y a une vague répressive formidable. Il y a eu 12 000 arrestations, 6 000 poursuites politiques... Ça, ça a été fait, c'est connu... Ce qui a engendré la plus grande vague d'émigration politique que l'Europe ait connue depuis la guerre froide... C'est-à-dire, il y a eu à peu près 600 personnes qui sont parties à l'étranger, dont 200 très très sérieusement vers des pays très très lointains, comme le Nicaragua, le Mexique, etc... Et d'autres, 300, qui sont venus en France, à partir de 1980. Alors, du côté français, je disais que c'était un peu la même chose, on a eu les mêmes choses. C'est-à-dire qu'à partir de 1979, il y a une spirale répressive assez forte, des comportements d'autonomie, c'est le moment d'apogée de l'Autonomie, c'est le moment où le comité central du Parti Communiste a dû faire les comptes avec les questions d'autonomie : ils étaient très inquiets de ce qui se passait chez les métallos. En 1979, les communistes étaient à ce moment-là inquiets. C'est un moment d'apogée, et en même temps un moment de répression. Et là il y a une espèce d'enclenchement du mouvement... Alors comme toujours en France, les mouvements sociaux sont pas très puissants, et ils s'accrochent toujours à des échéances institutionnelles. Il y a des pays (la social-démocratie allemande, le mouvement chartiste puis le mouvement syndical en Angleterre) où c'est le mouvement de base (de masse) qui se construit, et puis ils finissent par avoir une influence sur les partis réformistes, etc... En France, c'est pas comme ça que ça se passe : les syndicats sont

Quel âge avaient les gens qui participaient à la coordination de Camarades ? Est-ce que c'était surtout des jeunes ?

Alain POJOLAT : Surtout des jeunes : c'était entre 20 et 35 ans. Il y avait des étudiants (pas mal aussi) : des gens de Tolbiac, ils devaient avoir deux ou trois années de fac, pas plus.

Est-ce que la majorité des gens de Camarades étaient des étudiants ?

Alain POJOLAT : Non. Il y avait un peu de tout : t'avais des chômeurs, t'avais des marginaux : des gens qui faisaient le choix de pas bosser, de vivre comme ça... Dans les squats, c'était pas des squats de survie, c'était des squats de logique. Ça c'est quand même... La différence avec l'Autonomie italienne c'est ça. C'est que le mouvement squatter en Italie, c'était quand même des gens qui décidaient de plus payer le loyer, qui décidaient d'occuper les maisons vides parce qu'ils en avaient besoin, c'était des familles c'est-à-dire. L'Autonomie française non : l'Autonomie française elle singeait l'Autonomie italienne. Il y avait donc des tentatives de débordement... Moi je ferais un bilan très très contrasté : autant on s'est bien marré, ça c'est clair qu'on a vécu une période formidable, on s'est bien éclaté, mais le bilan : on a rien récolté ! Rien ! C'est un gâchis politique énorme ! Énorme ! On a pas été capable de faire en sorte que le mouvement issu de mai 68 soit capable de durer dans le temps avec autre chose que le gauchisme institutionnel. Là on avait une place pour le faire. On aurait pu faire vivre un mouvement révolutionnaire, c'est clair ! Ça on a pas su faire : on a une responsabilité historique là-dessus, c'est évident. Après c'est facile de se reclasser : d'aller chez les Verts, de retourner chez Papa-trotskyte... Il y en a plein qui ont fait ça. Nous on a manqué un formidable roulement historique : on l'a raté complètement ! C'est vrai qu'on a pas été aidé parce qu'on était avec la montée de l'union de la gauche et les solutions réformistes immédiates palpables pour les gens, qui faisait que de toute façon ils croyaient plus à ce que racontait le PC que ce que tu disais toi, même si ils devaient partager des trucs. Quel gâchis ! Quel gâchis ! Je pense que les groupes gauchistes ils ont une responsabilité énorme aussi : ils n'ont pas été capables de faire vivre la révolte née de l'agrossissement. Quand les gens adhéraient massivement aux organisations révolutionnaires, qu'il y a eu des bâtons très importantes avec la police, que ces organisations elles étaient capables de proposer un cadre structuré aux gens pour canaliser cet affrontement, je pense qu'ils ont pas eu les couilles d'aller jusqu'au bout de la problématique. Je pense qu'on aurait pu créer une situation révolutionnaire en France et qu'on s'en est privé par manque de détermination, au moins pour les directions politiques, de dire : « *C'est trop tôt, c'est pas mûr* », je sais pas quoi et tout... Moi je pense que la période dans la fin des années 70, il y avait encore tout le capital de volonté de changer le monde issu de mai 68, il y avait encore beaucoup de gens qui étaient motivés, qui étaient créateurs, qui étaient prêts à faire des trucs, qui étaient encore... Et après on est tombé dans le civisme et le réalisme... Et la fin d'Action Directe c'est ça : la récréation est terminée ! On siffle ! La partie est finie ! Donc maintenant, on a tout à recréer : tout à recréer !

Est-ce que la plupart des gens qui étaient à Camarades étaient des chômeurs ?

Alain POJOLAT : Très hétéroclite ! Il y avait des gens qui bossaient. T'avais des gens qui étaient fascinés par la situation internationale, aussi bien en Italie qu'en Allemagne. T'en avais qu'étaient béas d'admiration devant les capacités de la RAF et des Brigades Rouges. Il

y a aussi un truc auquel j'ai participé, c'était la revue *Clash*, qui était un organe de l'Autonomie. On a sorti trois numéros.

À la même époque ?

Alain POJOLAT : Oui, c'est la même époque : 1978-1979. C'est un an après. On se retrouve avec d'anciens de « Révolution ! », et on fait la revue *Clash* avec des camarades italiens. On publie d'ailleurs un numéro spécial de *Clash* qui s'appelle « Dix ans de lutte de classe en Italie », qui est encore à mon avis la meilleure référence sur l'histoire de l'autonomie ouvrière de la fin des années 60. Je crois que ça commence à partir de 1962... Moi j'en ai plus : ils nous ont tout saisi. Il y a aussi la revue *Subversion*. Et puis après il y a eu *L'Internationale*, qui amènera l'arrestation de 1984 : beaucoup de monde, avec l'inculpation d'association de malfaiteurs.

À cause de cette revue ?

Alain POJOLAT : À cause de *L'Internationale*, qui était un journal diffusé par les NMPP, mais qui reprenait tous les textes de revendication des Brigades Rouges, de la RAF, d'Action Directe, et des Cellules Communistes Combattantes (CCC). C'était une agence de presse révolutionnaire.

Combien de personnes ont-elles été arrêtées en 1984 ?

Alain POJOLAT : Il y a eu toute la rédaction de *L'Internationale*. Ils étaient quatre dans le dossier : Bruno Baudrillard, Anne-Lise Benoît, Jean Asselmayer, et Dominique Poirret. Et puis il y a eu autour : des gens des familles... Tu pouvais plus parler de rien... Tout le monde laissait tomber ! C'est-à-dire que quand il y a eu l'arrestation des militants d'Action Directe... Et même les militants de *L'Internationale* : en 1984, quand il y a eu l'arrestation des militants de *L'Internationale*, il y avait quasiment pas de réunion publique qu'on a réussi à tenir pour les défendre ! Il y avait vraiment un noyau extrêmement réduit de gens qui défendaient. Et puis le restant c'était : dénonciation de la part de l'extrême-gauche, ça c'était très clair, et puis la peur chez les gens du mouvement : la peur !

Tout le monde est terrorisé ?

Alain POJOLAT : Totalement ! Quand Pasqua il a dit : « *Il faut terroriser les terroristes !* »...

Il l'a fait !

Alain POJOLAT : Il l'a fait ! Sauf que les gens ont assimilé le terrorisme proche-oriental, le terrorisme d'État, et l'action révolutionnaire. Ça a pas beaucoup de choses à voir ! On s'est retrouvé avec dix ans, jusqu'en 1995... Moi je trouve que les dix ans les plus pourris, ça a été 1984-1995. Après, ça a commencé à pouvoir reconstituer des liens entre les gens qu'avaient pas fait partie d'un même mouvement : on a pu discuter de la question des prisonniers politiques sans se faire jeter comme des mal-propres par les militants de gauche et d'extrême-gauche. On a réussi un petit peu après le mouvement de 1995. Je pense que c'est ça qu'a aidé le sursaut...

Il y a eu tout de même le mouvement contre le CIP, en mars 1994.

Le 7 avril 1979, c'est une vague d'arrestations...

Yann MOULIER : C'est l'arrestation de Negri : il est « chef présumé des Brigades Rouges ». Déjà en 1977-1978, j'avais invité Negri à venir ici : il était venu faire un séminaire à l'École Normale, et en fait il était beaucoup plus souvent ici à Paris (il faisait le séminaire « Marx au-delà de Marx » à l'École Normale). Et déjà Bifo avait eu des ennuis avec un juge de Bologne. Negri commence à avoir des ennuis en 1978. Et en 1978-1979, on devait discuter d'un prochain séminaire avec Tronti, Rossana Rossanda, etc... On devait monter un séminaire à l'École Normale parce que lui avait pas l'intention de rester en Italie : c'était quasiment devenu impossible. Et quand il est revenu à Pâques, il est juste allé en Italie à Pâques, et là à Pâques il a été arrêté, etc... Avec l'inculpation d'être le chef... D'abord il a été arrêté par le juge de Padoue... Tout ça c'est déjà raconté dans quarante-cinq trucs... Ce qu'a fait le CINEL... On a travaillé beaucoup là-dessus... Il était accusé d'être le chef occulte des Brigades Rouges, avec un argument d'ailleurs très intéressant des autorités qui était que en fait l'Autonomie était la vitrine légale des Brigades Rouges. Un peu ce qu'on aurait dit sur Herri Batassuna, vitrine légale de l'ETA. Sauf qu'évidemment c'était très différent, parce que l'Autonomie ressemblait plus aux trotskystes, et les Brigades Rouges aux staliniens. Mais ça a marché dans un temps très court : Rome a pris le dossier en main, et puis après les magistrats de Milan, qui étaient pas les mêmes... À Rome c'était des magistrats démocrates-chrétiens, à Milan et à Padoue c'était des magistrats communistes : Calogero était un magistrat très proche du Parti Communiste. À Milan, les magistrats étaient communistes aussi, comme à Turin, et c'est eux qui ont lancé le procès contre *Rosso* et contre l'Autonomie. À Rome, c'était des magistrats démocrates-chrétiens qui ont emporté le morceau en prétextant... Ils ont ajouté l'inculpation de « insurrection armée contre les pouvoirs de l'État », la plus haute inculpation, donc ça leur permettait de se saisir du dossier. Jusqu'à ce que en automne 1980, je crois que c'était au début du mois d'octobre, le Parti Communiste a abandonné la stratégie du compromis historique. La stratégie du compromis historique avait été adoptée en 1973. Et un mois plus tard, Fabrizio Peci, qui dirigeait la colonne de Turin, s'est rendu au général Della Chiesa. Et les deux choses sont très très frappantes. C'est-à-dire que les Brigades Rouges naissent en 1973 et se démantèlent complètement en 1980. Et ça correspond exactement au compromis historique. Comme si lorsque le plus grand Parti Communiste d'Europe occidentale avait adopté la stratégie du compromis historique et l'union avec la Démocratie Chrétienne, ça avait suscité un refus de cette position-là. Alors, de la part de qui ? Et bien, de la part du mouvement, de la part d'un secteur de l'opinion, de sa partie pro-soviétique clairement. La partie pro-soviétique représentait... Cosutta faisait 25 % des mandats du Parti Communiste. Et lorsque le Parti Communiste est devenu le PDS, Rifondazione a embarqué un tiers des actifs du Parti Communiste. Ce qui fait que Rifondazione est aujourd'hui plus puissant que le Parti Communiste Français, alors qu'il est issu d'une scission du Parti Communiste Italien. Ils se sont partagés les biens, les troupes, etc... Ce qui est très important, c'est que il y a toujours eu dans le Parti Communiste Italien une fraction pro-soviétique. Le Parti Communiste Italien était à la fois euro-communiste, rupture avec l'Union Soviétique pour une partie, et une autre partie qui était pro-soviétique. Et il était clair que le langage des Brigades Rouges, etc... est un langage de IIIe Internationale, de syndicalistes, de cadres du PC, de gens formatés par le PC. Ce qui s'est passé c'est que, on

besoin d'une violence extraordinairement fort dans le mouvement, une incapacité très puissante à assumer cette possibilité parce que ça suppose des niveaux organisationnels épouvantables... Et donc ils vont tenter ce que moi j'ai exprimé d'une célèbre phrase (c'était en gueulant ici, parce qu'ici il y avait les mêmes problèmes, mais à une échelle bien moindre), en disant : « Pas de collectif sans bâton, mais pas de bâton sans collectif », et c'était à propos des antinucléaires. Moi j'ai pris position très fortement contre justement les formes de parti armé ou de gens qui s'instituaient justiciers : on savait pas qui ils étaient, il y avait pas de contrôle politique, et ils décidaient de faire des actions, dans le style exemplaire. Alors ça c'est très bien décrit par un type qui avait écrit *Tupamaros Berlin-Ouest*, et ça a été très fort en Allemagne aussi. C'est une espèce de... C'est les « militaires », c'est des « milis ». Les « milis », qu'ils soient « spontex » ou les « milis » tout court. Parce que les « milis » organisés peuvent aussi être des gens qui vous disent... Soit les marxistes-léninistes diront : « Depuis la trahison de la social-démocratie et la trahison des révisionnistes, il y a plus de parti qui assume la rupture violente avec les capitalistes, ils ont liquidé tous les niveaux d'organisation du Parti Communiste en rendant les armes » (c'était la thématique de la Gauche Prolétarienne : la Nouvelle Résistance Populaire), « on va créer ça », donc c'est évidemment un mouvement clandestin. Soit les gens disaient dans les collectifs : « il est pas question », partaient sur des positions strictement pacifistes, c'est-à-dire « on ne veut pas entendre parler de bâton ». Et c'est un affrontement (moi ça m'amusait parce que rétrospectivement en en reparlant, en y repensant) qu'on va retrouver partout en Europe, mais sous différentes formes, distribuées avec des échelles qui n'ont rien à voir. Si on prend l'Irlande, si on prend le Pays-Basque, si on prend la Corse, si on prend... Partout : l'Italie, la France... On a partout cette question d'affrontement entre ce qu'on a appelé, à propos des Basques, les « milis »... Des affrontements extrêmement forts... Dans le cas italien, ça s'est fait comment ? Et bien, ceux qui ont pensé qu'il y a un bras armé, le parti, ce bras armé il est nécessairement clandestin, ce qui veut dire que si il est clandestin personne ne sait, personne ne le contrôle, il n'y a pas de contrôle public, il n'y a pas de contrôle politique. Et puis ceux qui vont dire : « Ce qu'il faut arriver à faire, c'est que s'il y a expression de violence, elle soit complètement liée à un contrôle politique », alors après ça peut être le contrôle ou d'un parti, ou d'un groupe, ou un contrôle populaire, ou directement des collectifs. A partir du moment où vers 1975-1976 le niveau de répression va monter progressivement partout (loi anti-casseurs en France, en Italie les lois Real), c'est les « militaires » qui vont gagner la partie parce que les niveaux d'organisation qui ne sont pas strictement clandestins sont les plus exposés à la répression. Avec évidemment des conséquences qui sont très embêtantes : c'est les militaires qui paraissent efficaces. C'est eux qui paraissent efficaces. Les autres paraissent foutoirs, pagailloux, etc... Ca va donner incontestablement ce qu'on va trouver en 1978-1979, c'est-à-dire que la grande opération du 7 avril 1979 va littéralement décapiter l'Autonomie. Parce que toutes ces questions, c'est des questions qui sont posées dans le background, et puis qui vont mettre du temps. Entre les mouvements de jambisation dans les universités où les groupes armés étudiants se mettent à tirer dans les jambes des profs, aux collectifs de quartier, aux hold-up-machins... C'est tout ce continuum qu'il faut bien voir : c'est la violence diffuse. C'est-à-dire c'est un côté où, dans l'Italie en tout cas, où vous avez une espèce de continuité de génération ou de luttes extrêmement fortes qu'il n'y avait pas eu en France, ça atteignait des niveaux de densité absolument insupportables, enfin extrêmement forts...

Alain POJOLAT : Oui...

Ça ne t'a pas marqué ?

Alain POJOLAT : Moi je crois pas. Moi j'ai trouvé que c'était franchement... C'était pas grand-chose. En 1995 c'était bien quand même : ces immenses manifs !

C'est le début de quelque chose...

Alain POJOLAT : Et jusqu'à maintenant il y a continuité.

Dans l'après-1995.

Alain POJOLAT : Voilà.

[...]

Alain POJOLAT : Patrick-Frédéric Fajardi, c'est un auteur de polar vachement bien, qu'on aimait beaucoup nous, parce qu'il a fait aussi des portraits d'autonomes : un livre qui s'appelle *Sniper* par exemple. [...]

Avant, pendant vraiment les « Trente glorieuses », quand le Capital il pouvait se permettre de mettre un peu de beurre dans les épinards, il y avait un respect de la classe ouvrière organisée. Quand même. Qui était pas mal. Maintenant non : dans la restauration rapide ou des choses comme ça, ils ne supportent pas qu'il y ait des sections syndicales qui se créent ! Ils ne supportent pas ça ! Le patron aujourd'hui ne supporte même plus... Et ça, vraiment, c'est plus agressif que Thatcher ! Les copains intérimaires ils nous le disent... C'est vachement dur, et puis en plus, toute cette période de chômage à répétition sans interruption depuis vingt ans, ça a créé une mentalité de gens qu'ont un travail qui pensent qu'ils ont de la chance ! Le mec qu'a un CDI et puis qui grappe un tout petit peu plus que le SMIC, il pense qu'il a de la chance ! Alors que quand dans les années 70, tu te faisais lourdé, tu traversais la rue ! Tu trouvais un boulot ! Il y avait pas de problème ! Et puis il y avait pas cette précarisation ! L'intérim, ça a été un choix dans les années 60 ! Il y avait des gens qui disaient : « *Oh, non, moi, m'attacher à un seul taulier, je veux pas, et puis de toute façon je serai payé 20 % plus cher en intérim* ». Maintenant c'est pas un choix : c'est une obligation, parce que ça permet de pouvoir te pressurer un peu plus et te payer moins cher.

Est-ce que tu connaissais les gens du collectif de Renault-Cléons ?

Alain POJOLAT : Je les ai vus deux-trois fois, oui.

Combien étaient-ils ?

Alain POJOLAT : Ils étaient pas beaucoup. Il y avait un groupe à Rouen qui s'appelait « Auto-nomie Ouvrière », qui était lié au PIC (Pour une Intervention Communiste), qui étaient des bordiguistes. Eux c'était des ultra-gauches. Ils avaient sous la main un petit groupe à Renault-Cléons qu'ils essayaient de faire marcher à leur mise à eux. A l'ultra-gauche, il y avait aussi l'Union Ouvrière et « les Fossoyeurs du Vieux Monde ». Parce qu'on les fréquentait

un peu aussi les Fossoyeurs du Vieux Monde. On faisait des actions avec eux. On avait été protester contre un licenciement. Il y avait un cross prestigieux avec une ancienne vedette de l'athlétisme, Michel Jasy, qui avait plein de médailles et tout ça... Je crois qu'il y avait Chirac ou Pasqua... Et donc, on avait kidnappé... C'était un cross international : il y avait des vedettes internationales, course à pieds. Et donc, on avait choppé le premier : on lui avait mis les menottes et puis un panneau autour du cou, et puis on l'avait relâché. Et ce con il avait terminé ! Il avait terminé avec la banderole « *Non aux licenciements* ».

Quand est-ce que c'était ?

Alain POJOLAT : C'était en 1978-1979. Toujours pareil. Il y a une photo dans *Libération*. On changeait de sigle à chaque fois qu'on faisait un truc comme ça, un truc marrant ! C'était marrant ça !

Sur le panneau, il y avait marqué « Non aux licenciements »...

Alain POJOLAT : Oui, c'était pour la réintégration d'un mec qu'avait été licencié. Et donc on avait attendu le dernier tour du site qu'il devait faire, et puis on était à quinze dessus : les menottes, le truc. Et le mec était totalement conditionné ! Il a continué comme il pouvait parce que pour lui c'était terrible de perdre ! Alors ça, c'était génial ! On s'est bien marré !

En ce qui concerne le groupe « Autonomie Ouvrière » de Rouen, c'était des gens qui travaillaient à Renault ?

Alain POJOLAT : Non. Il y avait des gens qui étaient des militants politiques assez âgés, qui étaient influencés par les thèses bordiguistes dans « Pour une Intervention Communiste » (PIC). Et eux, ils manageaient un collectif... Et ça, ça donnait une consistance politique à un groupe de jeunes salariés qui bossaient sur Renault-Cléons.

C'est à côté de Rouen.

Alain POJOLAT : Oui. C'était très poreux : tu pouvais très bien avoir des relations avec des gens qui étaient proches de l'ultra-gauche, avec des libertaires, avec des marxistes, avec un peu tout...

Combien de personnes regroupait ce groupe de Rouen ? Une dizaine ?

Alain POJOLAT : Oui, à peu près.

Et à Clermont-Ferrand ?

Alain POJOLAT : C'était pareil : ils étaient peu nombreux, et en fait c'était des gens qui avaient été lourdés de la CFDT aussi, et qui avaient décidé d'avoir une intervention... C'était à Michelin. Il y en avait un qui bossait à l'intérieur qui était à l'époque déjà âgé : il avait bien 55 ans.

Et à Dunkerque ?

ment, sans cassure. Il n'y a pas de cassure jusqu'en 1977. La cassure va venir... Il y a des cassures endogènes et des cassures exogènes. La cassure exogène c'est les suites au fond du mouvement italien, de Bologne. L'attaque de Bologne, enfin l'explosion, printemps 1977... Au printemps 1977, la vitrine du communisme italien (tenue par la droite du Parti Communiste Italien, Amendola), sur laquelle le communisme italien comptait beaucoup pour le compromis historique pour obliger la Démocratie Chrétienne à faire le compromis historique, vole en éclats. Parce que tout simplement il y a une explosion étudiante, il y a une explosion libertaire, il y a une libération de la culture communiste classique, le tout lié aux radios libres, etc... C'est *Radio Alice*. Alors nous on suit tout ça, on est très près, parce que certains des gens de l'Autonomie ont traduit le bouquin de Bifo, Bifo est un copain que je connais depuis une éternité, etc... Donc on suit bien tout ça mais ce qui se passe c'est que au moment du mouvement lui-même de 1977 et les suites, c'est-à-dire la répression, il va se produire quelque chose qui s'était pas produit en 1969 en Italie, c'est-à-dire une immense chambre de décompression, comme il y a eu en 1969 en France. Les gens après 1968 ont vécu pendant six mois et puis après, boum : ils sont retombés sur la réalité, et ça a été assez dur. Et il se produit un peu la même chose en Italie, c'est-à-dire qu'à partir de l'automne 1977 il y a une ligne de clivage qui sépare assez fortement. D'un côté, une partie des gens estiment que le mouvement de 1977 n'a pas réussi à gagner parce qu'il était pas assez organisé, et d'autres pensent au contraire qu'il était trop organisé. Et en fait, quand je dis que c'est un clivage à l'intérieur du mouvement italien, c'était y compris un clivage à l'intérieur de l'Autonomie. Et ça va se traduire par le fait que le critère sur lequel les gens vont discuter, qui va leur servir d'approuver cette décision-là, c'est les questions militaires, les questions de violence. Les autonomes inorganisés, ou partisans du spontanéisme dirais-je, les « *chiens sans collier* », eux, sont comme le mouvement de 1968 : c'est-à-dire ils pensent que le mouvement a ses échéances, c'est pas la peine de les forcer, elles sont violentes, elles sont pas violentes... Donc ce sont des gens qui sont à la fois beaucoup plus violents spontanément, et beaucoup moins violents dans l'organisation. De l'autre côté, il y a toute une partie du mouvement qui plonge carrément dans j'allais dire la dépression, la déprime, et la schizophrénie. C'est-à-dire les gens perdent leur confiance dans un mouvement de masse, et c'est les mêmes qui sont complètement déprimés du point de vue du mouvement qui vont quelque fois s'engager dans les groupes armés. Et ça c'est un phénomène qui va toucher tout le monde. C'est-à-dire il va y avoir non seulement les Brigades Rouges qui depuis 1974, 1975 et 1976 font un pas décisif en tuant le juge Coco à Gênes, en 1976 je crois. Je crois que c'est à ce moment-là qu'à Gênes les Brigades Rouges exécutent un juge. Ce qui fait évidemment un truc terrible... C'est leur premier assassinat, ce qui évidemment provoque un truc... Ce qui du coup attire, d'ailleurs, va les faire fleurir... Et de l'autre côté, dans l'Autonomie, qui ne s'entend pas du tout avec les Brigades Rouges, on va voir naître des tas de groupes violents sur le modèle militaire. Alors, Prima Linea, et des tas... Il y a le mouvement des NAP (Nuclei Armi Proletari, Noyaux Armés Proletariens), qui sont nés du mouvement des prisons, etc... Il va naître une pléthore de groupes armés ! Mais incroyable ! Enfin, je veux dire, à une échelle... Des centaines de groupes armés ! C'est-à-dire il n'y a pas de collectif qui n'ait pas son groupe armé ! Ce qui fait une situation... Et alors, face à ça, j'allais dire, ce qui reste des cadres politiques de Potere Operaio qui essayent (alors là j'en ai connu de très près : je me souviens très très bien) en fait de tenir une espèce de balance... C'est-à-dire qu'ils pensent qu'il y a un

Yann Moulier : En 1979, mais ça a commencé en 1978 la sidérurgie. Et c'est au printemps, la manifestation de 1979, il me semble que c'est le...

C'est le 23 mars.

Yann MOULIER : Le 23 mars, voilà : c'est le printemps. Dans les questions de discussion, il y avait également, mais ça c'est de notoriété publique, il y avait à partir de 1973-1974, dans la dissolution des groupes gauchistes, il y avait des maoïstes. Donc on a vu un peu rappliquer auprès de nous des gens qui étaient très liés à cette queue du mouvement, cette queue de comète maoïste : la queue de la Gauche Prolétarienne. C'est-à-dire au fond... Je sais pas, il faut aller voir... Je sais pas si vous avez vu Christian Harbulot ?

Non.

Yann MOULIER : Lui c'est quelqu'un d'important dans cette histoire-là. En tous cas il y a cette frange des jeunes maoïstes, il y a des collectifs étudiants, il y a toute une zone, tout une sphère... Et puis il y a également les GARI, etc... Et c'est ce qui va donner Action Directe, qui apparaît tout doucement... Quand est-ce qu'est l'étranglement de Puig-Antich ? C'est 1971 ou 1973 ?

Non !

Yann MOULIER : Plus tard encore ?

C'est en 1975 ?

Yann MOULIER : C'est 1975, voilà. Donc on les voit apparaître en 1976.

C'est en 1974 ?

Yann MOULIER : On les voit apparaître à peu près à cette période-là. Il y a les antinucléaires aussi : très important.

Les NAPAP ?

Yann MOULIER : Non, les antinucléaires ça n'a rien à voir avec les NAPAP. Le mouvement antinucléaire...

C'est la même année ?

Yann MOULIER : Voilà, oui c'est ça, c'est 1976, non ?

C'est 1977.

Yann MOULIER : C'est 1977, oui, voilà. C'est 1977, c'est vrai.

Le 23 mars 1977...

Yann MOULIER : Tout ça c'est vrai que c'est le moment un peu où nous on a un local rue du Buisson-Saint-Louis, où il y a des collectifs, il y a plein de choses qui se passent... Et c'est là où, petit à petit, les gens de l'Autonomie, autour de nous, sont relativement organisés, forte-

Alain POJOLAT : Le Syndicat de Lutte des Travailleurs d'Usinor-Dunkerque, là c'était quelque chose d'important parce que c'était la section CFDT qui s'était barrée : qui avait décidé de créer une structure autonome.

Est-ce qu'ils étaient plus nombreux ?

Alain POJOLAT : Ah oui, ils étaient plus nombreux.

Une cinquantaine ?

Alain POJOLAT : Plus que ça...

Une centaine ?

Alain POJOLAT : Une centaine, oui.

Et à Sochaux ?

Alain POJOLAT : James Schenkel, je l'ai vu comme ça dans des réunions qu'on a pu faire sur Paris où on invitait des gens de province à venir ou des choses comme ça... Mais j'ai pas eu des relations autres avec James Schenkel. Je l'ai vu dans des réunions. Donc la réalité de ce qu'il faisait sur Sochaux, je connais pas... Il avait fait un bras de fer avec la mairie pour son licenciement... Je me souviens on a fait des collectes de grévistes... Ça, ça date du début des années 80.

Combien de personnes regroupait le collectif autonome de Clermont-Ferrand ? Une dizaine ?

Alain POJOLAT : Je sais même pas. Une fois moi j'en ai vus trois-quatre. Je connaissais essentiellement un mec qui, pareil, avait été licencié. Il y avait véritablement jamais eu de mouvement autonome. Ça a été un mouvement autonome parisien essentiellement, et pas tellement un mouvement ouvrier... Ça s'appelait « Autonomie ouvrière », mais c'était au niveau du verbiage... Même toutes les théories de Yann Moulier sur le travail, je vois pas où c'est qu'il a pu les élaborer...

Dans les livres ?

Alain POJOLAT : En traduisant Negri ou Tronti ! C'est comme les analyses de CARGO après : ça a été pareil, c'est la continuation... Quilombo, tout ça, c'est la suite... Je partage pas du tout leur analyse du travail : mais pas du tout !

Tu as dit que le Syndicat de Lutte des Travailleurs de Dunkerque était un collectif autonome...

Alain POJOLAT : Ah oui complètement ! C'est-à-dire qu'ils avaient une pratique, de se servir du code du travail, de la représentativité, des délégués du personnel, éventuellement du CHACT, des choses comme ça, ils utilisaient ça pour faire une agitation permanente sur l'entreprise. Moi je fais pas de différence entre travail politique et travail syndical, je pense que les deux sont intimement liés. Et eux avaient la capacité de faire les deux justement.

Est-ce que ce syndicat avait une existence légale ?

Alain POJOLAT : Oui, c'était un syndicat déposé. Alors, ce qu'il y a, c'est que quand tu n'es pas représentatif au niveau national, tu dois faire la preuve de ta représentativité. Et donc tu dois, déjà : faire chuter le quorum au premier tour des élections professionnelles, qu'il y ait moins de 50 % de votants. Et donc il y a un deuxième tour, et tu te présentes en candidat libre.

Mais tu ne peux pas être élu au premier tour ?

Alain POJOLAT : Non.

Tu n'as pas le droit ?

Alain POJOLAT : Non, tu n'as pas le droit. Il y a un monopole des confédérations.

Donc il faut d'abord appeler au boycott des élections professionnelles...

Alain POJOLAT : Donc tu dis : « ne pas voter au premier tour », « il y a pas le quorum ». Et là tu peux te présenter. Mais tu n'as une représentation que dans le périmètre électoral dans lequel tu as été élu. Par exemple tu peux très bien avoir une représentation en tant que délégué du personnel et pas en tant que comité d'établissement si la boîte est d'un périmètre plus grand. Mais tous les ans t'es obligé de refaire la démonstration de ta représentativité. Donc c'est un peu compliqué... SUD par exemple ils ont galéré pendant des années pour avoir une représentativité de branche qui leur était refusée. D'ailleurs, même pour les grands accords nationaux, SUD n'est pas appelé. Quand il y a négociation sur la RTT, ils sont appelés au niveau des branches en tant que GRO-Solidaires, en tant que SUD-Rail ou SUD-Education, mais quand il y a les négociations nationales ils ont pas accès. Donc le Syndicat de Lutte des Travailleurs d'Usinor-Dunkerque, ils étaient dans une logique de syndicat traditionnel... Il y avait pas l'existence de SUD encore... Et c'était une période qui était beaucoup plus radicale... Donc à partir de là ils avaient une implantation qui était aussi une agitation politico-syndicale... Et donc ils s'intéressaient aussi à ce qui se passait dans le reste de la société... L'autonomie c'est ça : c'est échapper justement quand tu peux aux grandes centrales qui trahissent... Si tu peux le faire c'est beaucoup. Enfin moi j'ai révisé ma position là-dessus quoi : sur le syndicalisme.

A quel moment as-tu rejoint la CGT ?

Alain POJOLAT : Quand j'ai été réintégré par la CGT en sortant de prison en 1987. Je suis permanent depuis 1999.

Et donc entre 1977 et 1987 tu n'étais pas syndiqué...

Alain POJOLAT : Non, je suis resté en dehors...

Est-ce que tu as adhéré à une organisation politique dans cette période-là ?

Alain POJOLAT : Non, après l'Autonomie moi j'ai pas adhéré à une orga politique.

Et pour toi, l'Autonomie, en France, ça s'arrête en 1979 ?

Alain POJOLAT : Oui.

C'est en 1974.

Yann MOULIER : C'est 1974 ?

Oui, je les ai là, je peux vous montrer.

Yann MOULIER : C'est le numéro de 1974. C'est effectivement 1974. En 1974, on a la grève des Sonacotra...

Je les ai là, je peux vous montrer.

Yann Moulrier : Oui, c'est le numéro vert.

Le numéro 1 de Camarades...

Yann MOULIER : Ah, le gris ! D'accord, oui !

Il y a dans ce numéro le bilan de « Matériaux pour l'intervention ».

Yann MOULIER : Voilà. Alors, ça correspondait à quoi ? Ça correspondait à la rencontre de... 1974... Je ne me souviens pas, mais tout cela est relativement bien dit dedans, ce n'est pas la peine que je revienne... Mais ce que je veux dire c'est que on a à ce moment là l'idée que le mouvement, que les Verts, que la Gauche Prolétarienne, que les mouvements... Mais 1974, en fait je sais : le point de départ, c'est la grande querelle Lip... C'est ça ! C'est face aux mouvements qui de façon dominante parlent de Lip, nous on pense que les luttes d'avenir c'est plutôt le 14 septembre. Après, ça va être l'autonomie, ça va être les mouvements de chômeurs, etc... C'est-à-dire, c'est les sans-papiers... C'est-à-dire : les sans-papiers, les immigrés, les collectifs de chômeurs, qui va être la grande hypothèse qu'on va lancer en 1976. Voilà, c'est là-dessus qu'on travaille un petit peu avec des choses comme « L'Ecole en lutte » qui s'organisent... Mais je croyais que « L'Ecole en lutte » c'était 1976... C'est 1976 « L'Ecole en lutte ». Il me semble... Qu'est-ce qu'il y a d'autre encore ? Voilà à peu près... Tout ça pour expliquer que, pour en tous cas moi ce que j'ai vécu, qui était pas tellement, le petit groupe où on travaillait, on était très très en liaison avec les gens des Italiens. Donc il y avait périodiquement des gens qui venaient d'Italie, qui s'installaient ici, pour un an, deux ans. Et on suivait... Du coup on a été très dépendant des vicissitudes de l'expérience italienne. Alors, cette dépendance était à la fois à mon avis un frein à une expansion française claire, c'est évident, et c'était en même temps, ça a été extrêmement utile je dirais concernant les questions de violence. Parce que les questions de violence qui ne sont pas apparues sur la scène française avec force, je dirais qu'en 1977 on les avait vu venir de loin ! On les avait vu venir de 1973. On les avait vu venir au sens, avec notamment l'idée que les choses iraient en empirant et qu'il y aurait forcément, qu'il y aurait des espèces de montées violentes très fortes, à la fois dans la logique des collectifs, et à la fois dans la logique de la conjoncture. C'est-à-dire la restructuration, les chocs des luttes pour l'emploi, la défense du poste de travail... Puisque le moment où ça a culminé vraiment, ça a été 1978 : la crise de la sidérurgie et la manifestation de Saint-Lazare. Là ça a été un mouvement très important.

C'était en 1979.

Yann MOULIER : Oui c'est 1973 : fin 1973 – début 1974. Ce qui est très important pour la reconstruction après (rétrospective et fausse évidence) de tous les Negri et chefs des Brigades Rouges, c'est le moment où il va y avoir des contacts avec les groupes de Feltrinelli (qui étaient tiers-mondistes, un peu Tupamaros...), les Brigades Rouges (qui sont un tout petit groupe avec quelques collectifs ouvriers)... Et le tout va donner le numéro 1 de *Contra-Infornazione* (le célèbre numéro avec Pinochio). Et puis ça va se casser immédiatement : c'est-à-dire que tout de suite il va y avoir une rupture. Et les ruptures évidemment elles ont lieu sur plein de trucs : elles ont lieu sur la conception de la IIIe Internationale, elles ont lieu sur les rapports entre violence, parti, etc... Sur l'autonomie ou pas du mouvement... Mais c'est très important parce que ce noyau initial va pouvoir permettre effectivement de dire que « Ah oui, les Negri ! »... Quand Negri sera arrêté en 1979 et qu'on dira qu'il est le chef occulte des Brigades Rouges (ce qui est aberrant puisque si on avait dit que Trotsky était le chef du Guépéou en 1939... parce que le rapport était à peu près de cet ordre-là en 1979-1978), ça a une certaine consistance historique en 1973. C'est-à-dire on peut penser qu'effectivement, puisque Negri est expulsé de Potere Operaio en 1973 au congrès de Ciorgia... En mai 1973 il est expulsé pour contacts privilégiés avec en fait des groupes qui étaient y compris des Brigades Rouges. Donc à Ciorgia, Potere Operaio implose, enfin il est maintenu avec Piperno et les Romains. Et puis en fait, quelques mois plus tard, Potere Operaio finira par se dissoudre. Negri et quelques autres, qui sont en contact avec les Gramsci à Milan, vont lancer petit à petit *Rosso*, le journal de l'autonomie ouvrière, de l'autonomie organisée. Cette hypothèse va culminer entre 1973 et 1976, jusqu'aux fameuses thèses de l'ouvrier social de Negri. C'est-à-dire si en 1973-1974 on est en plein dans *La Domination du sabotage*, le célèbre ouvrage qu'il avait fait, en 1976 il fait un bouquin qui s'appelle *L'Ouvrier social* et dans lequel au contraire il a l'air de complètement...

En 1975 ?

Yann MOULIER : En 1976, *L'Ouvrier social* (1976 c'est huit mois avant l'explosion de 1977), et dans lequel au fond c'est un peu un adieu à la fois au léninisme, à l'hypothèse du léninisme, à l'hypothèse de l'ouvrier-masse d'usine, par rapport à ce qu'on appelle l'ouvrier social. Puisqu'entre 1973 et 1976, il y a une montante décentralisation productive en Italie : la Fiat c'est un peu une forteresse encerclée, et finalement les groupes n'ont plus une grande capacité d'influer sur les événements. Du coup, qu'est-ce qu'il y a ? Il y a que moi je suis ça, je suis ça en France. On a l'impression que quand les Italiens sont faibles en Italie même, ils se préoccupent de l'extérieur. C'est-à-dire ils tentent de former une coordination internationale, etc... Ça commence en 1973 : il y a une coordination internationale qui se forme à Zürich, avec des Suisses, avec des Allemands, avec des Français, des groupes anglais, etc... Coordination internationale qui va durer je crois un an ou deux. Les situations redeviennent fortes en Italie, les Italiens replient leurs bagages. Qu'est-ce qui est intéressant dans cette histoire-là ? C'est qu'en 1976, il y a une reprise assez forte en France des mouvements... Il y a un peu une explosion des mouvements d'autonomie, c'est-à-dire féministes, immigrés, depuis 1973-1974, mais également des choses comme les mouvements lycéens. Et 1976 c'est l'année de « L'École en lutte ». C'est aussi la grève de la coordination des Sonacotra. Et c'est là que au fond *Matériaux pour l'intervention* se saborde, enfin se termine, et que s'ouvre *Camarades*.

Après le 23 mars ?

Alain POJOLAT : Oui, très clairement. Parce qu'après le 23 mars, il y a plus rien !

Combien de temps a duré le Collectif des Travailleurs Mauriciens ?

Alain POJOLAT : Je les ai toujours connus quand j'étais à Camarades : ça a duré peut-être un an...

C'était des travailleurs du métro ?

Alain POJOLAT : Il y avait deux collectifs : il y avait un collectif des travailleurs mauriciens et puis il y avait les nettoyeurs du métro... Les nettoyeurs du métro se sont mis en grève. Ils étaient soutenus par aucun syndicat et on a décidé, nous, de leur filer un coup de main, de les aider... Donc de faire des affiches de popularisation de voie publique et tout ça... Donc on se faisait enfermer le soir après la fermeture des grilles et on allait coller des stations pendant la nuit... Il y a eu quelques grilles qui sont restées fermées : des grilles du métro qui se retrouvaient avec du Saintofer dans les serrures et qui empêchaient l'ouverture des bouches du métro à 5H30... Il y a eu ça comme actions de popularisation de la grève...

Est-ce que les membres du Collectif des Travailleurs Mauriciens étaient tous des nettoyeurs du métro ?

Alain POJOLAT : Non, pas du tout.

Ils ne travaillaient pas dans le métro ?

Alain POJOLAT : Non, ils faisaient des boulots dans la confection ou dans la cuisine... Il y avait des cuisiniers aussi.

Combien de temps a duré le collectif de la BNP ?

Alain POJOLAT : Ça a duré à peu près un an. On était trente. Après il y a eu le choix de certains de quitter la boîte.

de l'autonomie, c'est-à-dire les luttes sur les autoréductions. En 1973, c'est le mouvement des luttes sur les autoréductions, ce qui va jeter les bases de l'autonomie.

En 1973 ?

Yann MOULIER : Oui ça commence : 1972-1973 je crois bien... En fait quand les luttes syndicales se cassent la gueule en 1972, dans l'usine c'est le statu quo, et du coup les luttes sociales investissent fortement le territoire. Et c'est là-dessus, c'est sur ce plan-là que va se développer la base réelle de l'autonomie de masse italienne. C'est à ce moment-là qu'on va voir la politisation de gens comme Battiisti. C'est le moment où Lotta Continua va avoir dans son service d'ordre pas mal de gens qui sont liés aux mouvements vraiment prolétaires, urbains, y compris petits milieux, délinquants, etc... C'est tout ce moment-là. Et de l'autre côté, ce qu'on va voir apparaître (ça c'est vital, je l'ai reconstruit, ça paraît complètement logique aujourd'hui, on flottait complètement...), on va voir apparaître l'hypothèque et l'hypothèse des Brigades Rouges, qui sont un petit groupe, lui qui n'a rien à voir avec la tradition opéráiste, qui sont un petit groupe originaire des étudiants catholiques de Trente, de l'université de Trente, qui ensuite vont être rejoints par une base plutôt syndicaliste, plutôt PCI – IIIe Internationale, et qui va développer l'idée du parti clandestin. Elle va s'appuyer sur des choses aussi que moi j'ai reconstituées plus tard, c'est-à-dire elle va s'appuyer sur le fait que vraiment entre 1969 et 1975, il y a eu une stratégie de la tension de la part des services secrets italiens, il y a eu une potentialisation des groupes fascistes qui ont fait un certain nombre d'actes extrêmement violents. C'est-à-dire que les actes violents entraînant des morts, jusqu'en 1974, sont majoritairement d'extrême-droite : l'extrême-gauche fait pas grand-chose. Mais évidemment l'effet de tout ça, l'absence de réaction des partis de gauche, fait naître tout un parti de gens qui vont s'organiser sur des bases antifascistes violentes, et qui vont d'autant plus s'organiser sur une base antifasciste violente qu'il n'y a pas de débouchés. C'est-à-dire que l'on est dans le blocage, le blocage le plus important étant celui du compromis historique. Le Parti Communiste refuse une hypothèse de construction de la gauche comme c'était le cas en France (l'hypothèse de construction d'une gauche avec les socialistes) et veut un gouvernement d'union nationale avec la Démocratie Chrétienne. Du coup, il faut bien dire que le groupe, qui était presque rien (le fondateur des Brigades Rouges en 1971-1972) : en 1973, il a fondé la Sinistra Proletaria (je crois que c'est ça les dates), qui est un petit canard qui paradoxalement s'inspire de la Gauche Prolétarienne française, qui a les mêmes thématiques avec un peu plus d'anti-impérialisme genre RAF, c'est-à-dire un discours extrêmement frustré, mais qui a quelques contacts ouvriers, qui a quelques points d'appui vers lequel convergent des trucs assez compliqués : des militants qui provenaient des CUB (Comités Unitaires de Base), qui provenaient de gauches syndicales fortes, qui provient des débris de Lotta Continua et du mouvement des délégués. Et tout ce mouvement est relativement fort dans l'Italie du nord. Et en 1973, il est clair que Potere Operaio n'a plus d'avenir. Et il y a une scission très importante, qui est que Negri commence à regarder à droite – à gauche, du côté de Milan, du côté de Turin, essaye de refaire une espèce d'union, et ça donne une collaboration (très brève d'ailleurs) avec Giangiacomo Feltrinelli, et le premier numéro de *Contra-Informazione*.

En 1973 ?

que les Portugais avaient des liens avec des gens qui étaient à Renault-Billancourt, donc il y avait des petits collectifs immigrés. J'oubliais évidemment de dire que le gros truc c'est 1974. Le point très important c'est 1974 avec la grève du 14 septembre et le mouvement du MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes). Parce que moi les gens vraiment militants que j'ai connus, les groupes, étaient pas non plus français : c'était les travailleurs arabes du MTA, avec Saïd Bouzeri. J'ai connu à peu près tous les quelques militants. On les a beaucoup aidé, on a beaucoup travaillé avec eux, le Collectif immigré, en étant d'ailleurs fortement opposés à la GOP, avec laquelle il y avait des relations plutôt tendues : Lipietz, etc...

La Gauche Ouvrière et Paysanne ?

Yann MOULIER : La Gauche Ouvrière et Paysanne, voilà oui : des maos quoi. Enfin, des maos : des maos un peu intermédiaires entre les marxistes-léninistes et les maoïstes GP. Donc la question des immigrés, la question des femmes... Tous ces thèmes on les avait beaucoup abordés. Dans l'histoire italienne il y avait des choses qui sont arrivées, il faut les connaître : 1971 ça a été l'apogée de Potere Operaio, il y a eu une espèce de rapprochement avec le Manifesto. Potere Operaio paraissait le lundi, qui était le jour où le Manifesto ne paraissait pas. Et là il y a eu véritablement un début, un espoir de faire quelque chose... Et puis en 1972 les luttes contractuelles se sont cassées la figure. C'est-à-dire que beaucoup de gens attendaient que 1972 ce soit l'équivalent de ce qu'avait été 1969, c'est-à-dire une grande bagarre de lutte contractuelle, avec le mouvement des délégués qui s'était beaucoup développé, et ça a été un flop ! Et à ce moment-là, les groupes de la gauche extra-parlementaire sont entrés en crise, Potere Operaio le premier, et Lotta Continua en fait deux ans après, de la même façon. La crise, c'était la crise du parti, c'était la crise de la forme parti, c'était la crise de la capacité par exemple des délégués du mouvement des délégués (auxquels jamais Potere Operaio n'avait cru d'ailleurs, alors que Lotta Continua s'était beaucoup investi là-dedans) de réussir à déterminer un cycle de lutte nouveau. C'est des périodes extrêmement compliquées. Et en réalité, ce qu'on en percevait, moi ce que j'en percevais, c'était qu'évidemment il n'y avait pas du tout de débouchés institutionnels ou politiques pour des mouvements extrêmement puissants, beaucoup plus puissants qu'en France. Parce qu'en France il y avait des mouvements, mais après 1969 il y avait eu une espèce de reflux, de reflux immédiat après 1968. Il y a eu un reflux immédiat avec une espèce de grand trou, et finalement une décomposition assez rapide qui a amené la naissance d'ailleurs du féminisme d'un côté, de l'autonomie immigrée de l'autre, etc... En Italie, ça a duré plus de temps : entre 1969 et 1973, comme il y a pas eu l'équivalent de mai 68 suivi d'une chute, il y a eu une espèce de montée d'abord parce que le mouvement n'avait jamais rompu avec le PC en terme très violent comme il l'avait fait en France. La rupture, et j'allais dire la déprime, dans le mouvement italien, elle s'est produite précisément en 1977-1978, c'est-à-dire après le mouvement de Bologne, qui est le 68 italien en réalité, qui présente les mêmes caractéristiques que le mai 68 à nous, c'est-à-dire un mouvement étudiant massif, l'implication des ouvriers, et une coupure avec le PCI qui n'avait jamais existé en 68-69 en Italie, alors qu'en France elle a été tout de suite... Gauchistes-PC, ça a été très violent... Et donc, dans cette période de 1973, d'abord la position du PCI d'une part, d'autre part les limites des luttes syndicales... Qu'est-ce qui est né ? Il y a eu une crise de la forme des petits partis, de l'extrême-gauche : plafonnement du Manifesto, plafonnement de Potere Operaio, stagnation de Lotta Continua aussi, explosion de luttes

Entretien avec Jacques LE SAGE DE LA HAYE et Nicole FONTAN

(avril 2004)

Jacques Le Sage de la Haye est né en septembre 1938. Élevé dans un milieu aristocrate et royaliste de l'ouest de la France, il rompt avec sa famille à l'âge de 15 ans. A 18 ans, il est incarcéré pour vol à main armée. Il participe à tous les mouvements de révolte de prisonniers. Libéré en 1968, il rejoint le Groupe Information-Prisons (GIP) en 1971, puis le Comité d'Action des Prisonniers (CAP) en 1973, avant de fonder Marge en 1974.

Nicole Fontan est née en septembre 1949. Élevée jusqu'à l'âge de 9 ans dans une institution religieuse, elle commence à travailler à 21 ans comme employée de bureau à Paris. Employée à la Caisse d'Allocations Familiales en 1974, elle adhère à la CFDT avant de rejoindre Marge en 1977.

A partir de quand avez-vous fait partie de la mouvance autonome ?

Jacques : Le lancement du mouvement autonome c'est en 1977. Il y avait les comités Klaus Croissant... Marge existait depuis trois ans déjà. En 1971, j'étais au GIP (Groupe d'Information-Prisons). C'était pour moi un courant anar mais il y avait des maos là-dedans... Avec Foucault et les autres... Daniel Deferre et compagnie, tout ça c'était des maos...

Où avez-vous vécu depuis votre naissance ?

Nicole : Moi, de 1949 à 1959, j'ai vécu à Toulouse. Et après je suis venu à Paris. De ma naissance jusqu'à mes neuf ans ou mes dix ans, j'ai vécu à Toulouse. Toujours en pension... Après, ma tante est montée à Paris...

Jacques : Mais tu sais, c'était le siècle dernier encore... Même l'avant-dernier siècle... Parce qu'à cette époque-là, une enfant non-déclarée, tu vois un peu le truc... C'était le truc grave... Le mec qui se trimbalait avec ça, c'était grave...

À partir de quand avez-vous commencé à faire de la politique ? Est-ce que déjà au lycée vous faisiez de la politique ?

Jacques : Ben non ! Dans nos milieux, à notre époque, ça existait pas ! Il y avait rien ! Il y avait rien ! Un ramassis de cons, quoi !

Nicole : Moi j'ai commencé en 1970, mais d'une façon informelle... Tu vois... Moi j'ai jamais été dans un parti, j'y connais rien... Mais je m'intéressais beaucoup à tout ça et dès qu'il y avait une manif, des machins, j'y allais... Mais de façon tout à fait perso...

Jacques : Mais à quel âge ça ?

Nicole : Ben, à partir de 1970.

Jacques : Donc, déjà, tu avais 21 ans. Ben tu vois, c'est à partir de 21 ans !

Nicole : Oui, c'est ça. C'est à partir du moment où moi j'ai été lâchée par les services sociaux, à partir du moment où j'ai eu ma majorité, que j'étais à Paris, que j'ai commencé à bosser quoi...

Jacques : Ben moi c'est pareil. C'est-à-dire que ma seule réaction ça a été à 15 ans de dire : « Les bourgeois, les aristos, c'est de la merde ! Je me casse ! Je vais chercher les prolos : les communistes ». Alors, dans les bars, ce que j'ai trouvé, c'était affreux : « On te verse plus le Paštis, sinon tu te les payes ! ». J'ai dit : « je vais en Roumanie ». Donc je suis allé en Roumanie. Et là je me suis fait coursé par des soldats de deux mètres avec des mitraillettes, parce que je voulais prendre des photos. Tu comprends bien qu'après j'ai dit : « je suis pas communiste, je suis anarchiste » ! Mais je savais pas ce que ça voulait dire !

C'est à l'âge de 15 ans que tu es allé en Roumanie ?

Jacques : A 17 ans. Pendant deux ans, j'ai cherché le prolo, j'ai cherché le communiste. Ça a échoué. Sur quelque chose qui était la même chose que les aristos ou les bourgeois, pour moi à l'époque. Donc j'ai dit « je suis anarchiste », en revenant de Roumanie où j'étais allé à 17 ans. Quand je dis « je suis anarchiste », en réalité à ce moment-là je suis devenu délinquant. J'étais déjà délinquant. Et pour moi « anarchiste » c'était un peu « je vis par moi-même de manière autonome, donc faut gagner de l'argent en faisant des coups ». Donc, il y avait mon frère, toute la bande... C'est comme ça qu'on s'est mis à faire des casses et des braquages... Et à 18 ans et demi : au trou ! Terminé l'affaire ! Et la seule prise de conscience que j'ai faite, la seule attitude politique que je pense avoir eu en taule, bien que j'ai participé à tous les mouvements de révolte... A la Centrale de Caen : en 1961, 1963, 1965, j'étais dans toutes les révoltes. Mais j'avais comme seule prise de conscience : il faudrait créer un syndicat de prisonniers. 1968 : je sors, je n'ai qu'une idée politique : il faudrait créer un syndicat de prisonniers. Et heureusement, je rencontre les intellos en 1971 : Foucault, Deferre, Vidal-Naquet, De Félice et tout ça... Et avec le GIP je commence une prise de conscience politique.

avec un boycott de Tassel par les hypokhâgneux, dont par exemple Antoine de Godemard, qui ont boycotté féroce­ment les profs, etc... Et puis l'hypokhâgne a littéralement implosé. L'année suivante, je me suis planté au concours la première année. C'était l'année 1969, la moitié de l'hypokhâgne était partie en Italie pendant l'automne chaud. Moi j'étais en Sicile l'été 1969, après le concours. Début 1970, j'ai repiqué une khâgne à Louis-le-Grand. Là je me suis fait viré : au conseil de discipline on était 25 virés dont tout le monde pour occupation illégale de bâtiment et moi pour insolence inadmissible. C'était un conseil dans lequel il y avait des gens proches de la Ligne Rouge, des gens de la Ligue Communiste, moi, des anars, etc... Donc c'était une agitation particulièrement forte. Je suis sorti de Louis-le-Grand en décembre. Mon prof de philo m'a dit : « Il faut surtout pas que tu te représentes en candidat libre ». Donc je suis rentré à La Cannale. Et j'ai fait trois mois à La Cannale. Au bout de trois mois à la Cannale, on occupait à nouveau La Cannale ! Et puis finalement j'ai quand même réussi à intégrer le concours, je sais pas très bien comment, en 1970. Donc je suis rentré à l'Ecole Normale en 1970. En 1971, il y a eu une grève retentissante à l'Ecole Normale, dont j'étais un des animateurs. On a formé le Comité Caliclès. On a bloqué la bibliothèque, on a bloqué les labos, etc... Et il a circulé des listes proposant mon expulsion. Donc c'était un peu agité. Mais pendant ce temps-là, moi je faisais ma scolarité de philo, je faisais du japonais... Et puis je faisais beaucoup d'agitation. Et donc à l'Ecole Normale on a fait un petit groupe qui s'appelait « Matériaux pour l'intervention » et qui a fait pas mal de choses : il y a eu huit documents. Il y a eu des choses relativement intéressantes. Ça a commencé en 1971. Il y a eu beaucoup de trucs qui ont paru en 1972 parce que là j'ai participé à des coordinations internationales avec Salma James (qui était la femme de Sereal James, le fameux, l'auteur des *Jacobins noirs*, qui outre avoir été un proche de Trotsky (il s'était complètement séparé de Trotsky), était un type des Caraïbes). Donc des trucs sur le féminisme. On a fait différentes choses sur le mouvement féministe et les thèmes de l'autonomie. Mais le paradoxe c'est que certains d'entre nous étaient très liés, moi à cause de l'expérience *Ouvriers et Capital*, les gens de Potere Operaio que je voyais, aussi les Portugais, dont un type qui est devenu recteur de l'université de la bibliothèque nationale de Lisbonne, qui s'appelle Manuel Villaverde-Cabrera, qui a écrit une thèse sur le capitalisme au Portugal. Lui il avait fait partie du Parti Communiste Portugais. Il avait quitté le Parti Communiste Portugais sur les questions des luttes coloniales. Il est rentré au Portugal après la révolution de 1975. Eux c'était des léninistes d'un genre tout à fait particulier, comme Negri est un léniniste. Il faut avoir lu ses *33 leçons sur Lénine ou la fabrique de la Stratégie* pour voir que c'est un léninisme assez sophistiqué, assez compliqué, un peu comme tous les Italiens de Potere Operaio. C'est-à-dire, c'était des gens qui étaient au fond pour une autonomie organisée, qui étaient à la recherche d'une synthèse des martingales, de savoir comment les mouvements sociaux qui sont très divergents par rapport à des formes classiques... Par exemple, le parti (c'est la forme classique qu'il y a dans la social-démocratie) : le parti c'est les idées générales et la politique, et les syndicats c'est le trade-unionisme. C'est un trait commun du léninisme et de la social-démocratie. Et bien eux, ils renversaient un peu les choses comme d'ailleurs chez Tronti : c'est l'idée que finalement le parti c'est la tactique, et la classe ouvrière c'est la stratégie. Moi ça me paraissait très intelligent, très astucieux. Je sais pas si on peut en faire une bonne politique, mais c'est intellectuellement ce qu'il y avait de plus séduisant sur le marché des idées. En 1972-1973, je sais qu'à Ulm j'ai organisé un colloque des ouvriers de l'automobile, une coordination, parce

Clavel en 1967 au lycée Buffon. *Les Cahiers de Mai* m'intéressaient. Les maos m'intéressaient pas du tout, mais vraiment pas du tout, les marxistes-léninistes encore moins. En revanche dans *Les Cahiers de Mai*, j'ai eu une grande passion pour *Les Cahiers de la Révolution*, qui avaient été publiés par Louis Jannover. Je me suis beaucoup passionné pour le vrai courant conseilleriste, c'est-à-dire la vraie ultra-gauche. Donc j'avais lu Makhno. J'avais lu un tas de choses qui étaient un peu bizarres : Pannekoek, Gorter, toute cette frange-là, entre 1968 et 1969. En 1970, j'ai un peu changé de références. C'est-à-dire que je me suis retrouvé embarqué dans les trucs des Italiens, des Portugais, enfin des choses qui débordaient les frontières... Giuseppe Bezza connaissait bien Robert Paris (l'éditeur de Gramsci chez Gallimard). Il m'a dit : « Il y a un bouquin formidable qu'on va traduire ensemble » (parce que lui parlait un français dégoûtant). Je me suis mis à l'italien comme ça. J'avais des bases d'italien parce que j'avais été au Brésil : je parlais le portugais. Donc, pour moi, de passer à l'italien ça n'a pas été très compliqué. Et je me suis mis à traduire. Lui, au bout d'un an, a disparu dans les placards, complètement. Il m'a laissé seul avec le contrat et c'est moi qui ait traduit *Ouvriers et Capital* comme ça. Et donc ma formation s'est faite dans la traduction d'*Ouvriers et Capital*, de Mario Tronti. Du coup, j'ai eu une formation marxienne complètement opérariiste italienne. Evidemment, une fois que j'ai traduit ça, j'ai appris avec grand désespoir quand je finissais la traduction que Mario Tronti était passé au PC. Et puis j'ai contacté Sergio Bologna. J'ai connu tous les opérariistes. En 1971, je suis allé à un colloque très important (il y avait même Dany Cohn-Bendit, il y avait les Black Panthers) organisé chez les jésuites à Florence. Et là il y avait Potere Operaio. Et là j'ai vu Sergio Bologna, Mario Dalvadi, etc... Je n'ai commencé à travailler avec Negri qu'en 1973. Mais après ça n'a plus jamais cessé. Et au début, en 1971, à partir du moment où j'ai cessé de m'intéresser à ICO et où j'ai un peu largué, Saint-Jeanne et Duteuil (tout en gardant des bons rapports avec eux), toute cette frange-là j'ai cessé de les voir mais j'ai plus gardé tellement de contacts avec eux. Et en fait tous les contacts que j'ai eu ont été complètement liés à l'Italie qui m'intéressait parce que c'était des groupes relativement importants de la gauche extra-parlementaire. Ils me paraissaient vaguement d'un marxisme intéressant. Alors que le marxisme des groupes français me sortait par tous les trous de nez, ne m'intéressait pas, me paraissait très mauvais, de très mauvaise qualité, etc... Donc moi après j'ai jamais cessé d'être complètement impliqué dans toutes les histoires italiennes, et d'être complètement lié à cette histoire. C'est-à-dire que j'ai suivi l'histoire au fond des gens de Potere Operaio. Orešte Scalzone, je l'ai connu de réputation bien avant que je le rencontre. Il y a toute une série de gens que j'ai connus au moment du déclin : Piperno quand il était sous l'inculpation, quand on s'est bagarré contre son extradition, Orešte Scalzone quand il est arrivé en France après 1981, etc... Mais moi j'ai une histoire de ce point de vue là qui est complètement faussée par rapport au truc français. J'ai pas d'histoire française, j'ai une histoire internationale. Les référents français que j'avais, c'était des référents militants. Je connaissais pas mal de gens. A Ulm, il y avait d'abord VLR (Vive La Révolution), il y avait pratiquement plus de maoïstes de type Gauche Prolétarienne : ils étaient tous partis.

En 1973 ?

Yann MOULIER : Moi je suis rentré à l'École Normale en 1970. En 1968, on avait jamais terminé notre hypokhâgne. En 1968-1969, j'ai fait ma première khâgne au lycée Louis-le-Grand,

Nicole : Moi je me suis syndiquée la première fois... Parce qu'avant, jusqu'en 1977, j'évoluais, mais je changeais de boulot comme je changeais de chemise. C'est que, simplement, en 1974, quand j'ai travaillé à la Caisse d'Allocations Familiales, là je me suis syndiquée à la CFDT. Pour moi il était pas question d'aller dans un parti...

Jacques : Non-non, déjà, on était là-dessus... Sans se connaître...

Nicole : Révoltés...

Jacques : Oui-oui, c'était pas possible d'aller au PC ou à la CGT, tous ces machins-là... Nous, on a vite compris que ces gens-là étaient pas de notre côté : ils étaient plutôt du côté du système. Alors, il se passe que j'ai fait une prise de conscience. Je me suis rendu compte que j'étais pas marxiste. Parce que j'entendais quand même un discours marxiste qui me gonflait, qui était hyper-autoritaire entre autres jus... Et puis ailleurs... Parce que là je fréquentais toutes les mouvances militantes de l'époque... Et en 1972, quand Serge Livrozet sort de prison et qu'il dit : « Seuls les taulards ont droit de parler de la taule ! », bon ben je suis d'accord avec ça, donc je quitte le GIP, et en 1973 je rejoins le Comité d'Action des Prisonniers. Et là, c'était franchement libertaire. Donc là j'étais clairement anar : il y avait que des anars. Et je prenais de plus en plus conscience des idées anarchistes, qui étaient au fond les miennes de manière viscérale, mais qui n'ont pas suffi. Parce que la lutte anticarcérale, à mon avis, très vite c'est devenu une partie de la lutte anti-étatique. Ça, j'ai fait cette prise de conscience à force de luttes, à force de débats, et à force de lectures. Et c'est comme ça que, rentré comme psychologue en psychiatrie en 1972 et chargé de cours à Vincennes, j'ai fait un enseignement sur la délinquance et la psychiatrie, qui a fait que deux ans plus tard, et ayant rencontré tous les courants de lutte de l'époque, j'ai fait la connaissance de Gérard Dittmar, qui avaient suivi mes cours (comme ça, à plusieurs reprises, tout ce qu'on lui a dit : « il se passe un truc... »). On lui avait dit : « il se passe des trucs bizarres dans ce cours-là, il faut que t'ailles voir le mec... ». Et lui il a dit : « c'est incroyable ! ». Il est venu me voir. Et il a dit : « Tu dis exactement tout ce que je pense. Est-ce que tu serais d'accord pour qu'on crée un mouvement politique ? ». Voilà. Donc, on l'a créé en 1974 au moment où Herbert Marcuse était venu faire une conférence à Vincennes. Il a même donné de l'argent pour la création du mouvement puisqu'on avait fait une tournée, une quête, à l'occasion de son passage, et lui-même a donné à l'époque dix balles. Et on a créé le mouvement « Marge », qui était un mouvement autonome bien sûr, mais qui parlait pas d'autonomie en tant que telle, si ce n'est que dès les premiers numéros du journal... Pour moi Marge c'était donc un groupe autonome, qui faisait appel dans les numéros à la création de groupes autonomes « Marge », qui ce sont créés, parce qu'il y a eu des groupes qui ont commencé à démarrer... Mais l'idée c'était : il y a pas que la lutte contre la prison (comme le CAP), on est d'accord avec celle-là, mais il y a les luttes des femmes... Donc, là, on a eu les féministes (enfin, certaines féministes) : des femmes marginales (comme Nicole qui est arrivée trois ans plus tard), et des prostituées, dont Grisélidis Réal, de Genève. Elle faisait partie de Marge mais elle était toujours à Genève. Elle est venue plusieurs fois avec nous faire des actions, mais elle avait écrit plusieurs bouquins : *Le Noir est une couleur...*

Le numéro 13 de Marge porte sur la marginalité des femmes...

Jacques : Il y a un article de Nicole dedans : « Mort, hôpital psy, marginalité ».

Qui était Françoise Le Sage de la Haye ?

Jacques : C'était ma femme à l'époque... Mais elle est décédée maintenant... D'abord on s'est séparés il y a longtemps, en 1978, et puis elle est décédée... C'était tout un mouvement : il y avait Grisoune Jones, Grisélidis, Nicole, Françoise, et je sais plus qui d'autres... Il y avait plein de nanas... C'était un groupe autonome où on disait : il y a la lutte antipsychiatrique... Donc, des psychiatrisés sont arrivés, des anciens taulards, la toxicomanie : des usagers de drogue, les femmes : donc, féministes, prostituées, marginales, et autres... Il y avait les homosexuels... Donc on a beaucoup travaillé avec le FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire), et après le GLH (Groupe de Libération des Homosexuels), dont certains ont fait partie de Marge. On avait Daniel Guérin : il a fait partie, il a dû écrire au moins un article une fois pour nous. Et puis il y avait d'autres mecs... Il y en avait un autre : Pierre Hahn, il avait écrit un bouquin sur l'homosexualité. Il y avait aussi d'autres marginalités. Alors, bien sûr les squats ils étaient représentés : il y avait des squatters en marge... Et parmi nous, on avait un squat, le 39 rue des Rigoles (20^e), et Nicole était dedans.

Nicole : C'était un petit immeuble. Il y avait quand même trois ou quatre étages...

Jacques : C'était tout près de la rue des Pyrénées, près de la librairie... C'est tout près de la librairie qui était le siège de Marge, au 341 de la rue des Pyrénées. La librairie s'appelait « Marge » à l'époque. En fait, on était cinq fondateurs : Gérald et moi pour lancer le truc, et après il y avait trois autres lascars... Parmi les trois autres, il y avait Serge Livrozet qui a rejoint Gérald et moi tout de suite, mais qui est resté sympathisant après... Parce qu'il a écrit mais... Je sais pas s'il avait dit « Camarades, tous unis ! » dans le numéro 1, un truc comme ça... Mais après, ils venait pas à nos réunions, il a pas été dans nos actions... Il disait : « je suis un sympathisant de Marge ».

Nicole : Oui, parce qu'il y avait le CAP, alors... Il était plus au CAP...

Jacques : C'était impossible ! Tu te rends compte qu'on avait des réunions toutes les semaines ! Le mardi à Marge, le vendredi au CAP. Si tu militais et si tu bossais en plus, tu pouvais pas vivre ! Il y avait pas moyen ! Ben c'est ce qu'on a fait ! C'est ce qu'on a fait pendant dix ans ! Un truc comme ça, c'était vraiment un truc à fond ! C'était vraiment l'engagement total quoi ! Il y avait pas de discussion, c'était : « T'es radicalisé ou pas, t'y vas ou t'y vas pas ». Et Serge, donc, il pouvait pas venir aux réunions de Marge, il participait pas à nos actions, parce qu'il participait de plus en plus au CAP, jusqu'à la fin, jusqu'à la dissolution en 1980. Donc, là, il y avait tous ces courants-là, mais il faut savoir, ce qui est important, c'est qu'en 1974, il y avait un mouvement qui avait faillit démarrer : la FLAM (Fédération de Lutte des Actions Marginales). Tous les leaders de tous ces mouvements-là... La FLAM, qui a essayé de démarrer... Donc, il y avait : le Comité de Lutte des Handicapés (CLH), il y avait le MLF, il y avait le CAP, le GIA, le FHAR... Il y avait d'autres mouvements... Je me demande s'il y avait pas le CUFI (Comité Unitaire Français-Immigrés), et d'autres...

Entretien avec Yann MOULIER-BOUTANG

(mai 2004)

Yann Moulier est né en juin 1949 en région parisienne. Il est le fils du philosophe d'extrême-droite Pierre Boutang. Etudiant en hypokhâgne au lycée Louis le Grand, à Paris, Yann Moulier rejoint en mai 1968 le Mouvement du 22 mars puis l'année suivante le groupe « Informations et Correspondances Ouvrières » (ICO). En 1970, il entre à l'École Normale Supérieure et commence à s'intéresser aux thèses opéraïstes en entamant la traduction d'Ouvriers et Capital de Mario Tronti. Deux ans plus tard, il publie la revue Matériaux pour l'intervention. En 1973, Yann Moulier se rallie aux thèses de Toni Negri puis crée Camarades en 1974. Yann Moulier poursuit ses études à l'université de Jussieu puis à Sciences-Po. Il publie en 1976 Les Autoréductions sous le pseudonyme de Yann Collonges. Leader intellectuel du mouvement autonome français, il prend ses distances avec la mouvance à partir de 1979 en s'investissant dans le CINEL (Centre d'Initiatives pour de Nouveaux Espaces de Liberté, créé par Félix Guattari).

Comment a débuté votre parcours politique ?

Yann MOULIER : Un jour j'ai été contacté en 1970, au moment de la loi sur la mensualisation, par un militant qui s'appelait Giuseppe Bezza qui était un établi (mais pas du tout de type maoïste) qui était de Potere Operaio. C'est lui qui m'a contacté avec un texte qui était intéressant sur la mensualisation. A l'époque, en 1969-1970, je fréquentais beaucoup Henri Simon, Daniel Saint-Jeanne, et les gens d'Informations et Correspondances Ouvrières (ICO). En mai 1968, j'ai été politisé brutalement avec tout le monde, fortement. C'est ce qui m'a amené en tête de la manifestation du 13 mai en train de porter des banderoles centrales. J'étais copain de gens qui étaient très liés au Mouvement du 22 mars (pour des raisons parfaitement aléatoires), à *Noir et Rouge* (avec Jean-Pierre Duteuil, Jean-Jacques Lebel), à ICO, et aux *Cahiers de Mai*. Mais pas du tout les maoïstes. Parce que dans les prépas, on avait le contact... A Louis-le-Grand, moi j'étais en plein : il y avait Jean Beuf qui est venu faire deux ou trois séances célèbres. Moi j'avais comme colégionnaire Alexandre Adler, à hypokhâgne. En 1967-1968, j'étais en hypokhâgne, avec Cherrère comme prof, à Louis-le-Grand. J'ai eu

et puis voilà quoi ! Faut savoir pourquoi tu le fais ! Si en effet tu le fais que par rapport au fric, parce que tu fais ça « pour gagner ta vie », parce que t'es maquée, c'est complètement différent... De toute façon, tu restes pas longtemps... Enfin, les filles elles restent, mais bon, si toi tu fais pas ça dans le même esprit, tu arrêtes quoi ! Il faut que t'es un objectif bien précis quand même... Mais moi j'ai fais ça pendant longtemps, mais sans me prostituer vraiment ! C'est tout.

Que se passait-il si tu allais te prostituer dans une rue où il y avait déjà des prostituées ?

Nicole : Moi j'étais dans une rue où il y avait des prostituées mais c'est parce que c'était une fille qui m'avait mise là. J'ai été « présentée », si tu veux. Parce qu'autrement tu peux pas : c'est impossible !

Tu n'es pas admise ?

Nicole : Ah oui, tu te fais jetée par les nanas et tout : « c'est mon bout de trottoir », machin, etc...

Est-ce qu'il faut être « parrainée » ?

Nicole : Si vraiment tu veux aller sur un bout de trottoir, il faut que tu sois parrainée par quelqu'un, autrement c'est absolument impossible. Ou alors tu dragues dans les bars, ou tu dragues dans certains endroits, ou en bagnole, mais autrement sur un bout de trottoir c'est impossible !

Même si c'est une rue où il n'y a pas d'autres prostituées ?

Nicole : Ah ben non ! Tu peux pas, parce que, d'abord, c'est pas évident...

Ça ne se fait pas comme ça ?

Nicole : Ça se fait pas comme ça. Tu peux pas, là, descendre dans la rue, et...

Ça ne marche pas comme ça ?

Nicole : Ça marche pas. Ou alors, s'il y a un mec qui t'accoste, il faut te méfier, parce que là le mec il est pas clair... Il faut faire attention ! Mais autrement, non, soit t'as des endroits précis, ou soit t'as un lieu : des bars où t'es plus ou moins connue, et tu fais ça un peu « en free-lance »... Ils t'autorisent, sans rien dire : les mecs ils disent rien, ils savent un peu ce que tu fais mais ils laissent courir...

Tous les mouvements marginaux : je crois qu'ils étaient dix ou douze... Ils ont essayé de créer la FLAM et ça a échoué. Le CUF, moi j'en ai fait un peu partie mais ça a pas duré longtemps... Il devait y avoir les *Cahiers pour la folie*, qui étaient l'anti-psychiatrie... Et peut-être bien aussi l'AERLIP (Association pour l'Etude et la Rédaction du Livre de l'Infirmier Psychiatrique)... C'était le livre blanc en fait : le livre blanc de l'infirmier psychiatrique. Et en fait, ça c'était l'anti-psychiatrie, parce qu'il y avait pas encore le Groupe Information-Asile (GIA), qui n'a été créé qu'en 1975. Je peux en parler parce que j'ai fait partie des fondateurs du GIA, en 1975. Le GIA existe encore aujourd'hui mais il est mourant... C'est pas la même mouvance... Bref, tous ces mouvements-là n'ont pas réussi à créer la FLAM, et en fait, chose marrante, c'est le mouvement spontané « Marge » qui a démarré... Un peu comme si la volonté de réunification des mouvements des luttes de l'époque a échoué, et seul un mouvement spontané pouvait jaillir... Ça devait faire partie des courants sociologiques de l'époque... Et cette émergence de tous les groupes marginaux, usagés eux-mêmes mais libertaires, a été une convergence qui a donné Marge et qui a fait qu'à côté de ça la FLAM, trop construite, n'a pas pu... Parce qu'il y a eu conflit entre leaders... C'était des conflits entre les marxistes et des anarchistes... Ils se sont tous foutus sur la gueule... La FLAM a pas pu marcher à cause de ça. Les conflits entre leaders ont fait échouer les expériences. La FLAM n'a tenu que quelques mois. Par contre, Marge a tenu, puisque Marge ça a été de 1974 à 1979 en tant que tel. Et dans la mesure où Marge s'était résorbée en tant que courant désirant dans l'Autonomie à partir de 1977, au fond Marge, à travers ceux d'entre nous (dont Nicole et moi et quelques autres) qui ont continué dans l'Autonomie, au fond ça a continué jusqu'en 1980, date où s'est dissoute l'Autonomie. Puisque l'Autonomie s'est dissoute comme le CAP en 1980. Donc on peut dire que Marge c'est 1974-1979 officiellement, puisqu'on a dissout Marge du fait qu'à la fin c'était devenu un club de consommation cannabique, et donc il y avait plus du tout de luttes...

En 1980 ?

Jacques : Non, en 1979. Oui, moi je dis ça, parce que c'était pas loin, mais comme les gens fumaient, ils étaient plus actifs, ils ont pas voulu participer aux actions que j'ai proposé... Donc en accord avec Gérard Dittmar et les autres, on a dissout Marge : on a appelé ça « l'autodissolution », en 1979. Mais ceux qui étaient encore actifs sont restés dans l'Autonomie, qui a continué jusqu'en 1980.

Nicole, pourrais-tu revenir sur ton parcours ? Jacques a dit que tu étais dans une certaine marginalité...

Nicole : Ben moi j'ai toujours été un peu marginale du fait de mon histoire personnelle... Moi j'étais révoltée par rapport à mon histoire... Ce qui fait que moi j'étais par exemple au mouvement des prostituées, en 1975. J'étais là sur le front, sur le terrain et tout... Quand il y a eu les manifestations par rapport aux Espagnols qui ont été garottés... Dans toutes ces manifestations un petit peu comme ça... Bon, mais j'étais comme ça quoi, en tant qu'individu, pas du tout dans un truc structuré quoi...

Où travaillais-tu à ce moment-là ?

Nicole : Je faisais des boulots de merde : employée de bureau quoi... Et donc, je lisais beaucoup, je m'informais beaucoup par rapport aux journaux, etc... Mais du fait de ma psychologie, moi j'étais quelqu'un qu'allait très mal, quelqu'un qu'avait plein d'histoires, donc je pouvais pas m'intégrer à un groupe : c'était impossible. Donc je faisais ça un peu toute seule... Sauf en 1974, où je me suis intégrée à la CFDT quand j'étais à la Caisse d'Allocations Familiales.

Jacques : Et en fait elle a intégré le CAP et Marge en 1977 : c'est l'année où on s'est rencontrés...

Nicole : C'est l'année où j'ai rencontré Jacques.

Jacques : Mais c'était ça *Matin d'un Blues* ! Avec Bob Nadoulek, Walter Jones, Gérard Dittmar... Bob Nadoulek était à Camarades : les militaros... Et puis il s'est mis en rupture avec eux, et puis il a fait synthèse avec le courant désirant avec nous, quand vers 1980-1981 l'Autonomie disparaissant on a créé *Matin d'un Blues*, qui est une sorte de reliquat d'Autonomie... Sur le discours lumpen-prolétariat, c'était fou ! Mais la convergence entre Bob Nadoulek et nous, par-delà des oppositions idéologiques, c'était au fond quelque part la rencontre au carrefour d'une certaine marginalité... Voilà la vérité. Parce que lui, arts martiaux et marxisme, ça faisait un mélange bizarre... Et nous, squats, autonomie, marginalité, et puis anarchisme clairement, c'était aussi très bizarre, et à la fin du compte on était pas des orthodoxes : ni lui, ni nous... Et c'est comme ça qu'on s'est retrouvés dans *Matin d'un Blues*... Mais il y a eu peu de tentatives... Il y a eu *La Chôme*, avec Gérard Dittmar, vers 1984-1985... Et oui ! *La Chôme*... Il y a eu huit numéros ou dix numéros du journal...

Qu'est-ce que c'était, La Chôme ?

Jacques : C'est encore un journal : un mensuel ou un hebdo... C'était fantastique ça ! C'était un truc de fous... Gérard Dittmar, c'est un créatif... Surtout qu'il a remis ça encore avec un autre canard après...

Nicole : Oui, *L'Égalité* je crois...

Jacques : Ah oui ! Il avait fait aussi *L'Égalité* !

Nicole : Fin des années 80, début des années 90...

Jacques : Oui, *L'Égalité* : un autre canard ! Tout ça c'est des reliquats d'Autonomie...

Combien de personnes regroupait Marge ?

Jacques : Le maximum qu'on a été c'est 70. Quand on a fait les assises de Marge en 1975 ou 1976 à Gourgas...

Nicole : Mais moi j'y étais...

une femme qui choisit elle-même de faire ce qu'elle veut de son corps et de gagner sa vie avec ça, puisqu'il y a des mecs qui ont besoin de ça aussi, et ben pourquoi pas ?

Mais les filles de Marge n'avaient pas de proxénète ?

Nicole : Ah non, tu plaisantes !

Aucune ?

Nicole : Non ! De toute façon, même les nanas qui étaient prostituées et qui, elles, faisaient gagner vraiment... De toute façon, par rapport à Grisélidis Réal, elle réinvestissait son pognon dans les photocopies, dans des tas de trucs... Elle a participé à des tas de colloques justement sur la sexualité et tout... Et par rapport à Marge, l'argent il allait au groupe quoi, c'est tout ! On gagne sa vie comme on peut ! Et au moins, ça permet aussi de faire plein de choses à côté, d'avoir une certaine liberté pour faire ce que toi t'as envie de faire ! Et entre autres militer ! Ah oui je sais, ça avait fait du bruit ça ! Oh la-la ! Les féministes... De toute façon on était pas d'accord avec les féministes, ça c'est clair !

Où est-ce que les filles de Marge se prostituaient ? Est-ce qu'elles faisaient ça dans la rue ?

Nicole : C'est facile... En général non, pas forcément dans la rue. Il faut aller dans les endroits un peu friqués, dans certains bars... Tu sais que le mec il a du fric, et puis voilà ! Tu vas pas dans la rue... Parce que justement, tu fais ça, c'est pas ton quotidien... Il y a des endroits où tu racoles comme ça : dans un café, dans un bar, tranquillement... Parce que tu n'es pas vraiment une prostituée... Moi je l'ai fait dans la rue ça ! Mais c'est parce que moi j'avais décidé de le faire dans la rue !

Est-ce que tu allais dans des quartiers où il y avait déjà des prostituées ?

Nicole : Oui c'est ça, parce que moi j'ai été engagée...

Est-ce que tu te prostituais dans des rues déjà connues comme des lieux de prostitution ?

Nicole : Voilà. Mais quand j'étais jeune moi, c'était pas de la prostitution parce que je demandais pas de pognon, mais moi je me suis fait des tas de mecs, de l'âge de 19 ans jusqu'à l'âge de... même après mais c'était pas pour les mêmes raisons... Mais moi tous les mecs que je me suis fait à cette époque-là, je me les suis fait comme ça, en les draguant dans les bars... Alors, ils me payaient un resto et tout... Bon.

Est-ce que tu leur demandais de l'argent ?

Nicole : Non, c'était juste un truc comme ça, parce que le mec il me plaisait... Après tu te fais payer le resto et tout, quelques fois le ciné... Après j'ai fait ça pour du fric, pour une autre raison... C'était un peu une expérience, pour voir comment... Mais c'est pas évident ! C'est pas si simple que ça non plus... Ça se fait pas non plus comme ça... Tu peux pas descendre le matin, tu te réveilles, et tu te dis : « tiens, je vais aller me prostituer », c'est pas vrai ! Soit tu le fais justement dans un esprit, tu sais pourquoi tu le fais, donc pour des raisons plus ou moins « politiques » : tu vas chercher le fric là où il est, et tu sais qu'avec ton corps tu peux faire ça, parce qu'à la limite c'est moins dangereux que d'aller voler, etc... Et puis tu fais ça,

Nicole : C'était pas un boulot. Non, c'est ça, c'était occasionnelle, c'était une fois de temps en temps, pour trouver du pognon... Bon, est-ce que c'est aussi bien que d'aller dealer du shit, dealer de la cocaïne, dealer de l'héroïne... Enfin, tu vois : est-ce que c'est mieux ? Est-ce que c'est pas mieux ? Enfin bon ! Vraiment pas ce genre de considérations-là non plus... Chacun est libre de faire ce qu'il veut avec son corps ! Et c'était pareil pour les mâles : est-ce que c'est bien de voler ou pas voler ? Tu vois, bon...

Dans le numéro 13 de Marge, il y a un article de Grisélidis Réal qui va plus loin, et qui revendique la prostitution comme « un acte révolutionnaire »...

Nicole : Oui ! Ça ça fait bizarre, hein ? Parce que pour elle, elle doit se prostituer pour être révolutionnaire !

Est-ce que Grisélidis Réal faisait partie de Marge ?

Nicole : Ah ben oui ! Et elle, elle se prostituait à Genève. Mais elle a raison de dire ça, parce que c'est vrai. Dans le même numéro, il y a aussi un article intitulé « En réponse aux concierges d'extrême-gauche, Marge proxénète », c'est Grisoune Jones qui a écrit ça. C'était Walter Jones qui était attaqué par rapport à ça. Mais par rapport à Grisoune, pour elle, chez elle, avec les mecs, elle parlait de tout : elle parlait d'anarchie, elle parlait machin... A la fin elle avait acheté une photocopieuse : dès qu'il y avait des articles, les mecs ils partaient avec des photocopies sur le mouvement d'extrême-gauche, sur l'anarchie... Tu vois, pour elle, elle le vivait réellement comme ça... Bon, c'est vrai que la majorité des femmes c'est pas ça, mais je veux dire aussi que tu peux vivre aussi d'une façon différente. Quand tu sais quand même que la plupart des mecs qui vont voir les femmes c'est des pauvres mecs quand même ! Bon, une certaine prostitution, la prostitution de la rue et tout : c'est des mecs qui sont eux-mêmes rejetés, qui ne peuvent pas aller baiser avec des nanas normales parce que les nanas normales elles en veulent pas... Tu vois, t'avais tous les immigrés, tout ça ! Ça c'est aussi une réalité de la misère sexuelle du monde dans lequel on vit, parce qu'on a un rejet par rapport à certains individus... Bon, ben, ces mecs-là ils ont le droit eux aussi d'avoir une sexualité ! Tu comprends ? Bon... Puisqu'on leur empêche de faire venir leur femme en France, enfin, etc... Donc il faut bien qu'ils... Et tu peux vivre ta prostitution comme ça ! Alors on dit : « oui mais c'est de l'argent », mais quand tu vas bosser huit heures chez un patron qui te traite comme un mal-propre, tu vois, qui t'humilie, qui as des gestes, qui te parles mal, qui t'oblige à rester, à faire des heures supplémentaires, etc... Est-ce que c'est pas de la prostitution aussi ? Est-ce que c'est pas de l'esclavage aussi ça ? Et toi tu fermes ta gueule parce que tu sais que si tu dis quelque chose le mec il peut te foutre à la porte, du jour au lendemain ! Est-ce que c'est pas aussi une forme de prostitution ? Vivre la prostitution, les gens ils voient ça parce que, je sais pas, c'est un rapport au niveau du corps, au niveau du sexe, alors on s'imagine que le sexe c'est parfait, c'est merveilleux, c'est l'amour, on s'aime, et ça doit être caché, protégé... Non, c'est pas ça le sexe ! On sait bien que les hommes ils ont des penchants, les femmes aussi elles ont des penchants... On est des animaux au départ, et ce qui nous fait changer c'est parce qu'on pense et on réfléchit un peu, mais au départ on est comme les animaux : on a envie de baiser... C'est ça ! Et alors ? Même ça devient, et là où ça va pas, c'est que justement quand il y a réellement des réseaux de proxénètes qui mettent les filles sur le trottoir, qui mettent des enfants sur le trottoir, qui font des trucs... Mais si c'est

Jacques : C'est 1977. Donc, en 1977, aux assises de Marge, on a été 70 dans une communauté qui était Gourgas. Pas loin de Saint-Hyppolite-du-Fort... C'était une communauté autonome quoi, libertaire... C'était dans les Cévennes. C'était fabuleux ! Le lieu appartenait à Félix Guattari. Et on avait squatté... Et puis on a fait nos assises-là... On avait même un petit restaurant autogéré, dans la ville de Gourgas, parce que nous on était dans une communauté. Et on était en commun, les gens de Marge, avec une autre communauté qui venait de l'Aude : « Les Routiers ». Donc, les deux communautés coexistaient pacifiquement...

C'était chez Félix Guattari ?

Jacques : Oui, le lieu lui appartenait, mais lui il y était pas... Il avait ce lieu qui faisait une communauté : une super baraque ! Là-dedans il y avait psychiatisés, toxicos, prostituées, travestis, voyous, délinquants...

Nicole : ...qui vivaient du rapine...

Jacques : ...voleurs, chômeurs, braqueurs. T'avais un mélange étonnant et détonnant quand même !

Nicole : C'est pour ça que ça n'a jamais été très pris au sérieux, en fait, Marge, par tous les autres après : certains de l'Autonomie pure et dure...

Jacques : Le courant Camarades surtout... Ils aimaient pas trop nos histoires...

Nicole : Nous on était marginal dans la marginalité en plus...

Jacques : Oui mais comme on leur faisait un discours politique libertaire, nous on était au clair, hein ! Il y avait pas de problèmes ! Quand tu lis les articles, tu vois très bien ce qu'on pense ! Mais ce qu'il y a, c'est que les autres ça leur plaisait pas du tout ! Ils étaient irrités : ils disaient qu'on était pas assez organisés, qu'on était complètement inconscients et rêveurs... Pourtant, on a participé au truc de l'Opéra. Mais par exemple il y a quelque chose qui a vachement déplu à l'autre courant autonome, et en particulier Camarades, c'est le rassemblement international de Strasbourg en 1978.

Est-ce que vous avez participé au rassemblement de Strasbourg en 1978 ?

Nicole : Ah ben oui !

Jacques : C'est nous les organisateurs !

Et Bob Nadjoulek ?

Jacques : Ben rien du tout ! Tu parles ! On était 600 là-bas et c'est nous qui avons monté le truc !

Nicole : Alors ça oui !

Jacques : Et puis on nous l'a reproché parce que c'est là-bas qu'ils ont expérimenté pour la première fois les fameuses Brigades volantes : le mec était à l'arrière de la moto avec une matraque. Il y avait le motard : il sautait sur les trottoirs, et le mec qui était à l'arrière de la moto il nous filait des coups de matraque sur la gueule à la manif... Parce qu'on a fait trois jours d'Autonomie dans Strasbourg : c'était l'état de siège, il y avait 2 500 CRS. Et les fameuses brigades volantes à moto, elles ont expérimenté pour la première fois les tapeurs qui nous filaient des coups de matraque sur la tête. Et on a fait trois jours là-bas : on était 600. Malheureusement, ils avaient bloqué tous les autonomes européens (on aurait dû être au moins 5 000) à la frontière d'Italie, d'Allemagne, de Belgique... Et tous ces gens-là donc, n'ont pas pu venir. Il y a même un car de 60 personnes venu de Paris par l'autoroute (avec Walter Jones et Grisoune Jones dedans) qui a été bloqué et retourné sur Paris par les CRS. Donc nos trois jours pour voir l'Europe des flics (puisque c'était ça nous : c'était une action contre l'Europe des flics), on a bien rencontré en effet l'Europe des flics !

Nicole : Des manifs je peux te dire on en a fait ! Mais comme nous on y allait en tant qu'individus en fait, on allait pas là comme organisation. Ils savent pas trop mais moi il y en a plein que je connais, qui me connaissent, mais sans savoir également qui je suis...

Jacques : ...sans connaître son nom...

Nicole : ...sans vraiment connaître trop mon nom, etc... Mais par exemple, Guy Dardel, qui a créé la radio Fréquence Paris Pluriel (FPP) et qui a fait une émission sur la prison, on le connaissait d'avant... On a été avec eux avec la coordination par rapport au local : on a fait des tas de trucs comme ça...

Jacques : Oui mais la coordination de l'Autonomie, rue du Buisson Saint-Louis, Guy Dardel était déjà-là : nous on s'en souvient très bien Nicole et moi. C'était un des plus virulents.

Nicole : Moi j'assistais à toutes les réunions mais moi je me mettais pas en avant... De toute façon, les meufs, elles avaient pas intérêt : elles pouvaient pas se mettre en avant...

Jacques : Ah non : c'était les mecs qui gueulaient...

Nicole : C'était vraiment les mecs quand même...

Jacques : C'était surtout Camarades, un peu l'OCL... Et le courant désirant, nous, ça nous faisait flipper... On trouvait qu'ils étaient vachement violents ! Ils discutaient pas : ils vociféraient, ils te laissaient pas parler, si tu disais quelque chose qu'allait pas dans leur sens c'était terrifiant ! C'était un rouleau-compresseur de eux, c'était vraiment incroyable ! Et bon, ce qu'il y a c'est qu'après quand on les a vus construire, comme Guy Dardel par exemple : *Parloirs libres*, nous ça nous a semblé positif en 1984. C'était par rapport à l'isolement carcéral, par rapport à Action Directe... Mais même comme ça on s'est trouvés encore en opposition avec eux : à l'époque on a eu des conflits terribles ! Mais eux ils se souvenaient peut-être pas qu'on était à l'Autonomie... Mais nous on s'en souvient très bien ! Et on les a

Nicole : Ça dépendait. Avec les filles, ça va, ça vient, ça se mélange, on arrivait à les faire venir sur des coups, sur des actions tout ça, mais bon elles, elles bossent ! C'était un engagement un peu comme ça... Elles se retrouvaient dans une espèce de truc un peu fou : elles pouvaient parler, elles pouvaient s'exprimer... Mais bon, c'était pas des pilliers...

C'était pas des militantes ?

Nicole : C'était pas vraiment des militantes...

Est-ce qu'il y avait des prostituées qui habitaient dans votre squat ?

Nicole : Non.

Dans le numéro 13 du journal, il y a un article qui répond à une accusation de proxénétisme...

Nicole : Oui, par rapport justement à Walter Jones. Parce que Walter a été accusé par rapport à Grisoune qu'« elle a fait le trottoir pour lui », etc... Mais en réalité, le fait c'était pas ça, c'était que la grande majorité des gens qu'étaient là-dedans travaillaient pas. Donc, il faut bien trouver des... Et Grisoune disait : « moi j'aime mieux me faire squatter le cul par des mecs que j'ai choisis que me faire squatter le cul par un patron huit heures par jour ! ». Donc, en effet, Walter... Mais tout le monde nous volait... Enfin, chacun avait une activité marginale pour vivre, il faut bien se démerder pour manger... Donc on était tous pas très clairs là-dessus... Moi je sais, quand je suis arrivé, comme tout le monde... On a fait des descentes au Franprix : on a fait des sorties de caddies à plusieurs... Tout le monde a fait ça... Et puis Grisoune, elle c'est une prostituée. Il y en a d'autres aussi qui se sont prostituées, mais l'argent n'était pas pour un mec, l'argent était pour la communauté ! Il fallait bien qu'on mange, il fallait bien qu'ils payent leurs pétards, qu'on se paye à manger, à boire, sa vie... Enfin, c'est la vie ça ! Qu'on tire le journal... Quand on fait des actions, il fallait bien trouver du matos et tout ça... Et comme une majorité de personnes ne travaillaient pas là-dedans... L'argent tu vas le chercher là où il est... Et d'ailleurs, pour les filles qui se prostituaient, et pour Grisoune, et puis même Marie : Marie elle s'est prostituée à un moment, pour elles de toute façon on est dans le discours du féminisme : on fait ce qu'on veut de son corps, pour tout ! Tu te fais payer ou tu ne te fais pas payer, ça ça te regarde ! De toute façon c'est pas l'abattage : tu choisis toi-même tes mecs... Et après, t'en fais ce que tu veux ! C'est vrai que par rapport à ce discours, par rapport à la prostitution, les gens sont pas clairs du tout. Moi aussi je me suis prostituée à une époque, et alors ? Quand tu sais pourquoi tu le fais, dans quelles conditions tu le fais, pour nous c'est un acte politique : c'est une façon de gagner du pognon comme une autre !

Tu veux dire en fait que beaucoup des filles qui étaient à Marge se prostituaient de manière occasionnelle ?

Nicole : Oui, c'est ça.

Mais ce n'était pas leur profession ?

Nicole : Oui, mais c'est pas pareil. Ils se prostituèrent aussi, mais un travesti et une prostituée c'est pas pareil. Même s'il se prostitue ça fait une prostituée, mais c'est pas la même chose... Le mec il se considère comme « travesti », il va te dire : « moi je suis un travesti », et il gagne sa vie en se prostituant... Mais au départ il est « travesti ». C'est compliqué, hein ?

Non, c'est assez clair !

Nicole : Parce que tous les travestis ne se prostituent pas forcément... Oui, heureusement, ils se travestissent mais ils vivent d'autre chose... Une partie de leur vie c'est les travestis, mais une autre partie de leur vie c'est une vie normale ! C'est comme à une époque, on disait : « les homosexuels », mais tu pouvais avoir des homosexuels banquiers, etc... Et puis tu peux être homosexuel et banquier, et puis flic, etc... Aujourd'hui l'homosexualité elle est partout, mais avant c'est vrai que les mecs qui se disaient homosexuels, c'était une revendication vraiment politique. C'était pas qu'une revendication au niveau sexuel, c'était une revendication un peu politique.

Tu as dit qu'à Marge il y avait autant de garçons que de filles...

Nicole : Ah oui ! Ça, oui ! Autant de garçons que de filles... Parce qu'il faut pas oublier quand même qu'à l'époque, par rapport à aujourd'hui (on a l'impression d'avoir oublié un petit peu tout ça), par rapport aux homosexuels, il y avait des ratonnades qui étaient faites au Jardin des Tuileries. Parce que souvent c'était le rendez-vous à cette époque-là des homosexuels la nuit et tout ça... Et t'avais des mecs qui faisaient le samedi soir : ils descendaient, et ils y allaient pour ratonner des homosexuels et tout... C'était vraiment... T'avais des petits mecs de banlieue et tout ça, c'était leur sortie du samedi soir !

Est-ce que la majorité des gens qui étaient à Marge étaient hétérosexuels ?

Nicole : Oui. Enfin, hétéros-bisexuels... Enfin, c'était un peu « à voile et à vapeur », comme on disait à l'époque !

Est-ce que la majorité des gens étaient bisexuels ?

Nicole : Ah oui ! Il y avait une grande partie des gens qui étaient bisexuels quand même... Moi j'étais bisexuelle... J'ai eu des expériences homosexuelles... Oui, ça marchait un peu...

Donc « bisexuels », mais pas « homosexuels »...

Nicole : Non : « hétérosexuels », mais pouvant aller ailleurs... Mais se dénommant quand même « hétérosexuels »... C'est vrai qu'on disait pas trop qu'on était bisexuels quand même... Même si on pouvait le faire, ceux qui étaient « hétéros » ils étaient « hétéros », ceux qui étaient « homos » ils étaient « homos »...

Il y a une identité...

Nicole : Voilà : il y avait une identité, voilà. Alors que tout le monde... On savait très bien qu'il y avait des histoires entre des nanas, des mecs, etc... Oui, c'est ça.

Combien y avait-il de prostituées à Marge ?

vus : moi Guy Dardel je l'ai tout de suite reconnu quand je l'ai vu à *Parloirs libres* à l'époque. J'ai dit : « Merde ! C'est le mec de la Coordination du Buisson-Saint-Louis ! ». Et Nicole le connaissait très bien, elle dit : « Ben oui, il s'appelle Guy, je le connais ».

Nicole : Moi je me souviens des manifs à Gare de l'Est où ça castragnait et tout, des rassemblements qu'on faisait à Beaubourg : on partait dans tous les sens et tout, rassemblement secondaire...

Jacques : Rassemblement primaire, rendez-vous secondaire, rendez-vous tertiaire... Et puis ça courait là, je peux te le dire ! Tous ceux qu'étaient perdus : tant pis, les autres ils allaient jusqu'au bout de l'action ! C'était vachement organisé tout ça ! C'était des trucs vachement puissants ! On a fait plein d'actions comme ça, mais eux ils se souviennent pas de nous !

Tu as parlé de l'Autonomie désirante...

Jacques : C'est nous les désirants ! Camarades c'est les militars... Eux, ils se revendiquaient un peu descendants de la Gauche Prolétarienne mais en même temps c'était autre chose parce que la Gauche Prolétarienne c'était un mouvement politique, mais pas offensif quand même comme l'Autonomie : c'était très spectaculaire... Fauchon c'est une merveille quand même comme action ! Piquer tout à fauchon (c'est quand même un magasin de riches) et distribuer ensuite dans les bidonvilles de Nanterre : pour moi c'est peut-être la plus belle action qui ait été faite par un mouvement d'extrême-gauche ! C'est une action politique : ça c'est une démonstration ! Et pour moi elle est même de type situationniste. Ce que eux voudraient pas entendre, parce qu'ils seraient vachement vexés qu'on leur dise qu'ils ont fait un truc situationniste... Mais pour nous c'est une action vraiment situ parce qu'elle pose un problème et à partir du problème elle apporte la démonstration politique : « Voilà : on prend aux riches et on redistribue aux pauvres ! Vous avez compris ? ». Guy Dardel devait pas y être, il était trop jeune, mais il descendait de ce courant-là quand même, et c'est dans cela que les marxistes pouvaient avoir un rôle intéressant dans l'extrême-gauche. Mais dans l'Autonomie ils ont un peu pris le pouvoir. Parce que l'OCL (c'est-à-dire le courant politique) et Marge (courant dit « désirant »), par rapport à eux on était quand même beaucoup moins violents ! Ça nous plaisait pas trop cette façon de procéder qu'était la prise de parole comme une prise de pouvoir. C'était vachement virulent ! Ce qu'il y a c'est qu'il y avait une efficacité au niveau des actions, évidemment. Mais malheureusement, comme toujours, c'est des mouvements qui sont pas assez protégés : ils ont été infiltrés par les poulets et les RG. Comme le local a brûlé...

Nicole : C'est là où ça s'est barré en couille... Tout le monde est rentré un petit peu dans une certaine « clandestinité »...

Jacques : Oui et puis dans ses squats, dans ses groupes, dans ses mouvements, de replis stratégique... Par exemple la radicalisation d'Action Directe elle vient de là. On peut pas continuer : on est infiltrés par les RG, par les poulets... En plus il y a des gens qu'ont foutu un incendie : on sait pas qui c'est...

En quelle année a été ouvert le local de la rue du Buisson-Saint-Louis ?

Jacques : Le local il est venu en deuxième. Parce que la première coordination autonome en 1977 (à l'époque Klaus Croissant) avait lieu dans un autre endroit dont je me souviens pas...

C'était à Jussieu.

Jacques : Ah oui, ben voilà : à Jussieu. Et puis en 1978 ou 1979 on est allé à la rue du Buisson-Saint-Louis. Et dès 1980 on a tout arrêté quand on a vu qu'on était infiltrés et quand on a vu l'incendie. Parce qu'on s'est dit : soit c'est les poulets qu'ont foutu le feu, soit c'est des RG, soit c'est des fachos qui se sont introduits... Et même si on avait des mecs à l'entrée qui regardaient qui entraient, en réalité il suffisait d'avoir le look autonome : jean, Santiagues, Perfecto, et puis un look soit marginal, gauchiste, rocker, loubard, ça passait ! Mais un mec qui voulait rentrer en costard, alors là il pouvait pas rentrer ! On avait un copain du CAP qu'a voulu rentrer : ils ont pas voulu. Heureusement nous on a foncé ! On a dit : « Mais arrêtez ! C'est un copain du Comité d'Action des Prisonniers ! Ça va pas, non ! ». Mais lui il était costume-cravate, moustaches... Il avait l'air d'un keuf quoi ! C'était un peu naïf ! Parce qu'il y avait des keufs pendant ce temps-là qu'étaient en baskets, en jean, et cuir !

Est-ce que c'est seulement en 1980 qu'il y aurait eu une infiltration policière ?

Jacques : Non ! Ça existait avant ! Dans *La Police de l'ombre*, de Jean-Paul Brunnet, il nous est dit que nous sommes infiltrés depuis 1871, au temps de Louise Michel.

Nicole : Oui, c'est ça !

Jacques : On a toujours été infiltrés ! Il faut lire aussi *Un Traître chez les Totos*, de Guy Dardel. Ils en avaient un chez eux. Il y en avait un chez moi un RG : il a même vécu chez moi huit jours alors qu'il était dans le courant désirant... Et je suis sûr qu'il y en avait un troisième à l'OCL, dans le courant politique. Cet enfoiré qui a vécu chez moi huit jours (cool, cheveux longs, grand blond, beau...) : dans les actions, fumant le calumet de la paix... Nous on avait une grande pipe desserrée, on bourrait de tabac et un peu de hasch, on faisait tourner : il fumait avec nous l'enfoiré ! Il était dans les actions, dans les manifs, et il distribuait les tracts... Et tu sais comment on l'a connu ? Je crois vers 1979 ou 1980, il y a une dernière page de Libé où on parle entièrement de lui... Il a fait tomber deux anarchistes de Clermont-Ferrand pour des explosifs ! Il était le soi-disant troisième anarchiste (puisqu'il est dans notre courant). Et ils avaient fait une combine d'explosifs : les deux étaient des naïfs (parce qu'eux ils se sont faits prendre), et lui, pendant qu'ils ont été arrêtés, il était dans une cabine téléphonique. Et les flics ont bien vu qu'il était dans une cabine téléphonique : c'était une combine. Donc ils l'ont pas arrêté : ils ont arrêté les deux copains. Et donc nous quand on a vu ça avec son nom... On a tout le matériel pour savoir qu'on était tous infiltrés. Mais ce qui est grave c'est que Guy Dardel, lui au moins il en a identifié un puisqu'il a fait son bouquin, moi je pourrais faire le bouquin sur ce mec-là, mais il y aurait un troisième mec qui pourrait faire le bouquin sur celui qu'était infiltré à l'OCL. Non, c'est pas possible : c'était courant, on est pas assez protégés ! Les RG ils s'en donnent à cœur joie ! Moi, à chaque fois qu'on a été arrêtés Nicole et moi (parce que des gardes-à-vue, tu sais : on a un pedigree de gardes-à-vue !), les

Nicole : Ah non, Françoise était plus vieille : elle avait 59 ans. Mais même 59 ans, proportionnellement par rapport aux statistiques, c'est des gens qui sont morts jeunes ! Maladies, suicide, assassinat... Enfin toutes les morts quoi !

Tu n'as pas cité les overdoses...

Nicole : D'overdose, je peux pas dire, franchement je sais pas. Peut-être qu'il y en a...

Tu n'en as pas connues ?

Nicole : Si ! Ah je peux te dire que des gens défoncés et tout, j'en ai connus !

Mais des gens qui sont morts d'overdose ?

Nicole : D'overdose, non, pas vraiment. Ou je me rappelle plus... Franchement, non. Nous, ils se sont beaucoup défoncés, c'était surtout à l'herbe quand même... C'était pas l'héroïne et tout... Un peu de cocaïne... Mais pratiquement pas d'héroïne. C'était la cocaïne et puis l'herbe : le shit... C'était pas des drogues dures à Marge... C'était cool quand même... Mais c'était des gens qui fumaient beaucoup, et qui prenaient de la cocaïne régulièrement quand même...

Récapitulons les différentes composantes du groupe : des prostituées, des voyous, des homosexuels, des travestis... Et quoi d'autre ?

Nicole : Des toxicos.

Tu viens pourtant de dire le contraire...

Nicole : Ah oui c'est vrai ! Alors disons plutôt des gens qui sortaient de psychiatrie, oui, parce qu'ils étaient tous plus ou moins toxicos... Enfin pour moi c'est pas toxico... Enfin oui, disons des gens qui sortaient de psychiatrie aussi quand même, et qui allaient pas mal... Il y a aussi par exemple Nicolas Alphen, qui a été à Action Directe, il a fait partie du groupe Marge aussi. Au groupe Marge à un moment donné il y avait aussi des architectes... Il y a eu des psys aussi : des psychologues, des psychiatres... Il y a eu des mecs comme ça aussi qui ont été à Marge, et qui eux ont fait ça à un moment donné de leur vie, mais maintenant ils sont psychiatres, installés, tout ça...

Cela fait donc cinq catégories de gens : prostituées, voyous, homosexuels, toxicomanes, et gens issus de la psychiatrie. J'imagine qu'il y en avait qui pouvaient être à la fois toxicomane et sortant de psychiatrie...

Nicole : Oui, tout à fait.

Est-ce qu'il y en avait qui étaient à la fois homosexuel et prostitué ?

Nicole : Non, pas vraiment. Les « prostituées », c'était vraiment des prostituées : des filles.

Pourtant, tu as dit qu'il y avait aussi des travestis...

toujours des relations avec les gens... Un mode de vie un petit peu différent quand même... Les deux mecs ont été condamnés et rendus irresponsables de leurs actes, et puis ils ont été libérés. Ils étaient devenus complètement paranos... Et puis quelques années plus tard, il y a Walter Jones qui s'est suicidé : il s'est tiré une balle dans la tête !

En quelle année ?

Nicole : Je m'en souviens pas : dans les années 80...

Est-ce qu'il y a eu d'autres morts ?

Nicole : Grisoune Jones est morte du SIDA il y a quatre ans. Elle était retournée en Suisse. Elle se défonce à l'héroïne. Il y a un autre aussi qui a dû se suicider... Il y a eu des morts violentes ! Et puis il y en a qui ont disparu et dont on a pas eu de nouvelles, on sait pas ce qu'ils sont devenus...

Est-ce que tu saurais donner une estimation du taux de mortalité dans la mouvance autonome de la fin des années 70 ?

Nicole : Non, je n'ai aucune idée. Il y a un mec qui était au CAP aussi qui s'est retrouvé en hôpital psychiatrique... Il y a des trucs comme ça... Il a tué quelqu'un dans une crise de démence et ils l'ont foutu en HP... On a un copain, Luc, qui est mort du cancer en 1988... Oui, ça fait quand même un taux... Mais il y en a qui étaient complètement à la dérive aussi à un moment : alcooliques et tout, complètement défoncés et tout ça... Je suis sûr qu'il y en a qui sont clochards et on les connaît pas... Il y a quand même un taux important de mortalité, ça c'est clair... C'est difficile d'estimer... Moi sur les gens que je connaissais à Marge, il y a quand même Grisoune et Walter Jones, Luc... Il y en a eu d'autres ! Et puis quelques fois t'apprends leur mort comme ça par hasard... Il y a Marie aussi : elle faisait partie de Marge !

Est-ce que tous ceux-là faisaient partie de Marge ?

Nicole : Ah oui : tous ceux-là ils faisaient partie de Marge ! Marie avait écrit un poème dans le numéro 13 du journal. Dans ce numéro-là, il y a aussi un article d'Ayala Klajman, qui était une psychanalyste, mais je sais pas du tout ce qu'elle est devenue... Françoise est morte du cancer en 1998.

Mais tous ces gens qui sont morts avaient quand même dépassé la quarantaine d'années...

Nicole : Oui, bien sûr, quand même ! Walter Jones était pas tout jeune... Je sais pas quel âge il avait... Non, Marie avait pas dépassé la quarantaine : elle devait avoir dans les 30 ans, pas plus... Luc avait 35 ans... Ah non, tu vois ! Je pense que Walter Jones devait être un petit peu plus vieux...

Il avait la quarantaine ?

Nicole : Oui, je pense... Mais c'est même pas sûr ! Mais je pense quand même...

Et Françoise Le Sage de la Haye ?

mecs des RG ils me racontaient ma vie aussi bien que moi ! Ils avaient toutes les infos : les dates, les lieux, et même les discours théoriques : ils pouvaient pas me caler mais presque ! C'est pas nouveau !

Où était infiltré le second policier ?

Jacques : A Camarades ! Le livre de Guy Dardel est écrasant ! Il est bien fait son bouquin : c'est affreux ! De toute façon ces mecs qui étaient dans les RG et qui faisaient ça c'était des mecs ambigus... Parce qu'à un moment donné ils étaient quand même un petit peu contaminés par nos idées : ils baisaient avec des copines, forcément, et ils finissaient par plus savoir où ils en étaient au niveau politique ces mecs-là...

Combien de militants regroupait Camarades ?

Jacques : Ils étaient au moins 100. Ils étaient certainement plus nombreux que nous. Ils étaient au moins 100. Parce que comment peux-tu expliquer que, mis à part le fait qu'il y ait l'OCL (qui devait être une cinquantaine), Marge (pas plus de 70)...

Combien de militants regroupait l'OCL en région parisienne ?

Jacques : Ils étaient 70, c'est tout, pas plus à l'époque. Et bien, comment veux-tu expliquer qu'on était des milliers en France, autonomes ? Bien sûr il y avait des loubards, des squatters, des gens qu'arrivaient de partout, des prolos en rupture, etc... Mais quand même, objectivement : si tu rassembles Camarades, OCL, et Marge, ça faisait pas plus de 200 personnes tout compris, ou 150... Mais c'est ce noyau qui a mobilisé quand même plusieurs milliers de personnes... Chaque action il y avait des centaines de personnes... Quand on a fait le concert de Marge, le concert *No Wave*, il y avait 300 personnes qui ont fait le baston d'un bout à l'autre du concert ! Et on était pourtant 50 à faire le Service d'Ordre ! D'où ils venaient tous ces gens-là ? Alors nous les noyaux on était pas très nombreux, sûrement. Le concert *No Wave* c'était en 1979. On a dû le faire au Zénith d'ailleurs à l'époque : l'ancien Zénith. Et là c'était du rock « no wave » : rock industriel, tout ça... Il y avait *Funny and the Contershions*, il y avait Jane, et je sais plus qui... Et ça se passait comme des contorsions entre les bouteilles de bière qui giclaient, quoi : ça a été une baston d'un bout à l'autre... On était un des cœurs en tous cas. Il y avait trois cœurs : ces trois courants. Nous on était le courant autonome désirant, le courant Marge, libertaire. Et c'est sûr qu'il y avait des luttes politiques : c'était la gratuité des transports, les squats, les autoréductions, les détournements des trucs d'électricité, etc... Les restos-baskets c'était vachement rigolo... Enfin il y avait plein de trucs ! Le squat de la rue des Rigoles c'était le squat Marge, mais on avait des proches qui squattaient dans tout le coin : toutes les rues du quartier, dans le 20^e.

Nicole : Enfin nous on était anti-militaros : ça c'est clair, on était pas pour la violence.

Jacques : Oui, on était pas d'accord. On était contre. Ben évidemment chez nous il y avait des quantités de mecs qui étaient objecteurs de conscience et insoumis. C'était pas pour aller ensuite passer à des actions violentes ! Donc ça fait aussi que c'était assez difficile de concilier tout ça et de faire un mouvement révolutionnaire... on pourrait dire... « harmonieux »... Parce que c'était vachement cacophonique ce mouvement...

Comment ça vous étiez « contre la violence » ?

Jacques : Et ben nous on était pas d'accord avec l'armée ! On était pas d'accord avec la guerre ! On disait : « La violence étatique, nous on va pas la reproduire à notre façon ! Nous on va arriver par une sorte d'accord de toutes les couches de la population à créer de l'auto-gestion partout, de la démocratie directe, par l'action directe... ».

Nicole : Les parcmètres dans la rue...

Jacques : Il y avait des opérations parcmètres...

Nicole : Tu vois, des trucs comme ça, mais pas attaquer des gens...

Jacques : On s'en prend pas à l'individu. On va pas frapper des gens, on va pas les tuer. Non !

Mais vous ne frappez pas les policiers ?

Jacques : Ben si ! Si tu vas dans une manif, là c'est la guérilla ! En guérilla t'es violent ! Mais tant que t'es pas en guérilla tu fais pas ça ! Moi par exemple en garde-à-vue je disais : « Combien tu gagnes toi ? ». Moi je disais : « Moi je gagne tant. Tu vois, je gagne plus que toi. Combien il gagne François, là, le RG ? Il gagne tant. Bon, et le commissaire, là, qui m'a filé les coups de poing, là, il gagne combien ? ». J'ai dit : « Tu vois : on est pas à égalité. C'est complètement con votre système. ». J'ai dit : « Toi tu défends ce système-là. Moi je suis contre ! ». J'ai dit : « Ben moi je m'en prends pas à toi ! Tu vois moi j'ai pas frappé le commissaire. Il voulait me frapper, j'ai pas remis les coups. ». J'ai dit : « Donc, moi, je veux pas me battre. Par contre je veux qu'on fasse une prise de conscience. Donc le débat maintenant qu'est-ce t'en penses ? Tu trouves que c'est normal que François il gagne 25 000 balles, que moi je tourne à 8 000 balles, que toi t'aies 6 000 balles, et que l'autre il ait 12 000 ? ». J'ai dit : « Non ! Moi mon idée c'est qu'on ait tous la même chose ! Ou à la limite il y ait une fourchette entre un et deux : mettons 8 000 et 16 000, au lieu qu'il y ait de zéro à 100. ». J'ai dit : « C'est pas possible ça ! Nous on veut ça ! Et on veut que ça soit décidé sans que t'es besoin de tous ces présidents, ces ministres, ces députés qui sont des magouilleurs et des pourris ! T'es d'accord ? ». Mais il dit : « Mais tu gagnes à être connu ! Putain ! ». Il dit : « C'est étonnant ! Allez viens : je te paye un chocolat ! ». Moi c'était comme ça que je faisais le débat avec eux. Mais j'avais pas envie de me battre. Parce que j'ai quand même fait du judo : j'aurais pu me battre avec les poulets moi ! Dans les manif, des fois il faut y aller ! Là d'accord. Mais quand t'es dans la situation de la vie quotidienne, nous, non ! Non ! Alors que eux...

Nicole : Mais par rapport à ce qui s'est passé en 1979...

Jacques : A l'Opéra ?

Nicole : Avec les sidérurgistes... Encore, là si on est 1 000 ou si on est 10 000 et qu'il faut prendre les armes, on prend les armes ! C'est évident ! Mais il faut qu'on ait du monde et puis

En quelle année es-tu arrivée à Marge ?

Nicole : Moi je suis arrivée en 1977. Ça existait depuis trois ans. Et moi quand je suis arrivée il y avait du monde quand même !

Est-ce que vous étiez toujours aussi nombreux sur la fin ?

Nicole : Il y a eu un peu moins de gens... Oui, il y a eu des disparitions...

Est-ce qu'il y a eu des morts ?

Nicole : Il y a eu des morts.

Est-ce que ces morts sont dues à la drogue ?

Nicole : Il y a eu de la drogue, oui... Il y a eu des morts violentes aussi...

Est-ce qu'il y a eu des gens de Marge qui sont morts assassinés ?

Nicole : Assassinat, oui... Marie a été assassinée par exemple...

Est-ce que tu peux en parler ?

Nicole : C'est comme ça, c'était un petit peu après... Marie elle vivait avec un mec... Et puis quand ça s'est un peu distendu, il y a des gens qui sont partis dans le sud de la France... Enfin, qui se sont un peu éclatés un petit peu partout... Et donc, Marie est restée un petit peu... Et puis ils ont rencontré des gens, et tout ça... Et puis ils se sont mis à fumer, à fumer... Enfin, grave... Ça a fumé pas mal, et elle était complètement... On la voyait plus : elle était enfermée dans cet appartement...

Elle fumait du cannabis ?

Nicole : Oui, mais bon...

Est-ce qu'elle fumait autre chose ?

Nicole : Non. Mais bon, c'était : tu fais que ça quoi, tu fumes toute la journée... Il y avait peut-être autre chose... Nous on a eu du mal : on a essayé de rentrer en communication avec les mecs et tout, on a essayé de voir... Enfin bon, ça s'est très mal terminé... Je sais pas ce qui s'est passé dans cette histoire, enfin bref, toujours est-il que les deux mecs ont été pris de folie...

En quelle année est-ce que c'était ?

Nicole : C'est au début des années 80, il y a eu un article dans *L'Libération*.

Est-ce que Marge existait encore à ce moment-là ?

Nicole : Non, ça a été la fin. C'était un petit peu une fin de comète où des gens qu'on rencontraient, avec qui on pouvait parler, échanger, enfin qui étaient sur le quartier, tout ça, avec qui on a essayé de faire des choses... Enfin, c'était un peu la fin de quelque chose qui ne s'appelait plus Marge mais qui continuait un petit peu, comme ça, sans nom particulier, mais

Nicole : Il y a eu pas mal de personnes : ça bougeait pas mal aussi... Il y avait peut-être une vingtaine de personnes...

Est-ce que les habitants étaient surtout des jeunes ?

Nicole : Non. Parmi les premiers habitants, il y avait Walter et Grisoune Jones, Gérard Dittmar, moi... Il y avait d'autres nanas, d'autres mecs... Mais c'était porte ouverte : chacun en fait avait un endroit, avait un lieu, mais bon, on bouffait tous ensemble, on vivait tous ensemble, les portes étaient ouvertes dans les escaliers... C'était un peu la zone...

Il y avait donc un peu tous les âges ?

Nicole : Oui, tous les âges.

Quel âge avaient les plus vieux ?

Nicole : Jacques avait une quarantaine d'années quand même. Peut-être que la moyenne d'âge ça devait être dans les 30-35 ans...

Est-ce qu'il y en avait des plus jeunes ?

Nicole : Oui, il y avait des plus jeunes.

Est-ce qu'il y avait aussi bien des garçons que des filles ?

Nicole : Oui, en même proportion. Oui, là, par rapport à ça, c'était vraiment la même proportion, et les nanas existaient vraiment. Et puis il y avait une place : la parole, par rapport aux meufs, elle était là quand même... Même si certains étaient bien machos et tout, étaient pas clairs, mais bon... C'était une discussion par rapport à ça qui n'en finissait plus...

Est-ce que les habitants de ce squat faisaient tous partie de Marge ?

Nicole : Oui, c'est un petit peu comme dans les groupes anars : ça marche par affinité. Les gens qui étaient là faisaient partie de Marge.

Mais il y avait donc aussi des gens de Marge qui n'habitaient pas là...

Nicole : Oui, qui n'habitaient pas là. Jacques n'habitait pas là : il habitait ailleurs. Il y en avait d'autres qui n'habitaient pas là.

Est-ce que la majorité des gens de Marge habitaient dans ce squat ?

Nicole : Oui, une bonne partie. Mais il y en avait d'autres qui habitaient pas forcément là, qui habitaient beaucoup dans le 20^e arrondissement, dans les environs et tout, mais pas tous. On aurait pas pu tous tenir parce qu'on était quand même plus nombreux : moi j'ai assisté à des réunions où il y avait quand même une cinquantaine de personnes, ce qu'était quand même pas mal parce que la réunion elle était là tous les mardis... Donc moi j'ai assisté vraiment à des réunions où il y avait du monde... Et j'imagine qu'au début, quand ça a été créé, sûrement qu'il y avait plus de monde...

qu'on ait les mêmes forces que les flics qui sont en face : on est pas là pour se faire tabasser la gueule ! On est là pour faire un rapport de forces réel à ce moment-là ! Mais pas pour se faire tabasser la gueule ! Et si tu as un objectif, c'est l'objectif qu'il faut atteindre ! Les flics, malheureusement, c'est simplement des chiens de garde du système ! Bon bien sûr, s'ils sont là et que c'est pour obtenir notre objectif... Mais s'ils sont plus nombreux et qu'on est pas armés comme eux, qu'est-ce tu veux faire ?

Jacques : Ça sert à rien !

Nicole : C'est eux qui vont gagner !

Jacques : C'est le baroud d'honneur, c'est suicidaire !

Nicole : La marche CGT sur Paris, là ça valait le coup ! Parce que là on était pratiquement à armes égales ! Parce qu'on avait... Il y avait des bâtons, il y avait des tas de trucs...

Jacques : Ou des barres de fer...

Nicole : Les sidérurgistes étaient venus en force ! Et puis on était vachement nombreux quand même : ce qu'on a fait c'était parce qu'on était nombreux !

Jacques : Un ras-de-marée...

Nicole : Et les flics ils ont reculé là : ils ont réellement reculé ! Bon après ils nous ont coincés... Mais ils ont quand même reculé : on les faisait reculer à une époque les flics ! Aujourd'hui tu les fais plus reculer les flics !

Jacques : La violence est au service de ton idée. Si tu renversais l'État, bien sûr au moment de l'insurrection, c'est-à-dire dans la guérilla urbaine, il faut que tu dégommes les flics pour renverser l'État. Mais ça veut dire qu'après tu vas aller à l'Assemblée, tu vas renverser l'Assemblée, tu destitues les gens qui ont le pouvoir, tu t'imagines quand même qu'il faut qu'on soit forts... A partir de ce moment-là, l'engagement dans la violence évidemment est inévitable, mais le reste du temps il n'en est pas question ! La violence pour la violence n'a aucun sens pour nous ! Tuer des gens, aller faire des actions comme ça, commandos, suicidaires, pour nous ça n'a pas de sens. Il faut que l'idée ce soit renverser l'État et mettre en route de l'autogestion dans les quartiers, dans les communes, dans les coopératives ouvrières, dans les usines, dans les entreprises, partout... Et à ce moment-là, si le moyen c'est renverser l'État, avec cette escalade de prises de position dans les appareils d'État, oui. Moi j'y ai cru jusqu'en 1979, au moment de l'action de l'Opéra. Je me suis dit : « là on a une chance, on va peut-être y arriver ». Après j'ai compris que c'était pas comme ça, et qu'en tout cas on avait pas tellement de chances d'y arriver : j'y ai plus beaucoup cru. Je continue à me battre pour le principe parce que je défends des idées. Mais la violence, après, pour la violence, de gens qui se radicalisent, et qui finalement n'ont pas d'objectif, parce que leur discours c'est la même chose que la langue de bois des politiques d'aujourd'hui. L'ennui c'est qu'ils disent les mêmes

choses que nous, mais dans un discours radical qui est voué à l'échec. Tu crois que tu vas renverser l'État à cinquante, même armés ? Ben non ! Nous ça nous a fait de la peine ! Ah oui, on a eu de la peine, je t'assure ! Parce qu'en plus c'est des gens qu'on aime bien ! Des gens comme Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, pour nous c'est des copines ! On a vachement correspondu avec elles ! Il y a des trucs forts avec des gens comme ça ! Mais on peut pas être d'accord ! Moi la violence dans ces conditions-là je considère qu'elle est inutile ! Ou alors pour ta conscience, pour sauver l'honneur : d'accord ! A ce moment-là tu t'en vas la tête haute, tu renies pas tes idées, et tu es prêt à mourir en disant : « j'ai fait ce qui fallait, les autres ils ont rien fait : c'est des lâches ». Moi je crois que l'institution du rapport de forces au service de l'idée qui est la mise en place de la démocratie directe, oui. Si on y arrive, bravo ! Si on a échoué, bravo aussi ! Mais c'est pas la peine de continuer après des luttes sporadiques qui ne servent à rien... Ce qui nous reste à faire, c'est diffuser des idées pour remettre en route ça, regrouper des gens qui pensent la même chose, et qui peut-être vont créer un nouveau rapport de forces favorable... A un moment nous on a cru, avec « Résistance des Banlieues », le MIB, et tout ça, que ça allait revenir de là, et puis maintenant on s'aperçoit qu'on peut pas trop y croire, qu'ils ont été récupérés par le PS, et que ce qu'on espérait de la remise en route de réseaux autonomes qui allaient constituer un véritable mouvement révolutionnaire c'était un rêve : une utopie ! C'est-à-dire ce qui est impossible aujourd'hui n'est possible demain. Je crois encore que peut-être on peut y arriver un jour ou l'autre... Mais en tout cas, tout ce qu'on a fait a été voué à l'échec : on l'a vu. Et même la violence à des dizaines de milliers, ça a échoué. Donc, à partir de là, faut repenser tout ça, faut recréer des rapports de forces, mais en sachant que la violence, en dehors d'un rapport de forces qui renverse l'État, c'est inutile.

Nicole : C'est vrai que comme tu dis c'est qu'en France on a voulu créer l'Autonomie un petit peu comme ce qui s'est passé en Italie. Mais à la différence de l'Italie, c'est qu'en Italie les personnes qui étaient là-dedans elles étaient dans les usines, elles étaient à Fiat... Si ça a marché c'est beaucoup grâce à Fiat ! Elles étaient vraiment incorporées dans les lycées, dans les trucs comme ça, chez les étudiants... Donc là c'était presque un truc de masse qui se passait, et qui a fait qu'une certaine partie de la population a marché à un moment donné : c'était vraiment un changement réel de société ! Ça a commencé un petit peu à merder quand ils ont kidnappé Aldo Moro, etc... Et là ça a tourné un peu au drame, ça s'est barré un petit peu en couille, et puis bon... Mais autrement c'était ça. Mais en France on a jamais réussi à faire démarrer ça. C'était juste des petits groupes comme ça, et on était pas assez nombreux, et je pense aussi qu'on était marginaux... Les gens n'étaient pas réellement intégrés dans des trucs de travail, n'étaient pas dans les usines, n'étaient pas dans les lycées, n'étaient pas dans les universités... Ca c'est faux : c'était juste comme ça des petits groupes de personnes, mais c'était pas des gens intégrés, ni qui auraient pu faire bouger les gens, « les masses » (entre guillemets, hein, « les masses », parce que j'y crois pas trop non plus, mais enfin bon...).

Pour revenir à Marge, il y avait des prostituées, des voyous...

Nicole : Des anciens toxicomanes...

Est-ce que tu pourrais dire dans quelle proportion ? Est-ce que certaines composantes du groupe étaient plus nombreuses que les autres ?

Nicole : Non, c'était tout un peu mélangé : il y avait pas plus de l'un, plus de l'autre...

Il y avait donc des prostituées, des voyous, des anciens prisonniers...

Nicole : Des anciens taulards, des toxicos, des anciens psychiatisés, enfin tu vois : des gens comme ça qui avaient une certaine révolte et qui pouvaient pas pour des raisons assez diverses être acceptés aussi dans des partis normaux ou même dans certains courants d'extrême-gauche... Des gens qui correspondaient pas aux lignes... Donc ils sont venus à Marge.

Est-ce que les effectifs du groupe ont varié au cours des années ?

Nicole : Oui ça bougeait beaucoup. Mais avec le squat qu'il y avait rue des Rigoles, comme il y avait des réunions toutes les semaines à cet endroit, ça ramenait du monde... Et puis aussi souvent des gens du quartier : on a fait des bouffes, on a fait des discussions, on faisait des rencontres avec les gens du quartier, on a fait des tas de trucs comme ça avec eux aussi... Donc ça bougeait beaucoup... Oui c'est vrai il y en avait qui disparaissaient, il y en avait qui revenaient... Mais il y avait un noyau quand même qui était toujours à peu près de trente personnes. Trente personnes qui étaient toujours là.

En quelle année a été ouvert le squat de la rue des Rigoles ?

Nicole : Ça doit être vers 1974-1976. On l'a tenu longtemps !

Ça a duré deux ans ?

Nicole : Au moins deux ans, oui. On l'a tenu deux ans quand même et puis après on s'est fait viré... On s'est fait viré : on est pas partis ! On s'est fait virés par les flics... Le propriétaire c'était un mec qui avait des tas d'appartements partout, qui prenait du fric aux gens... Parce que les appartements c'était vraiment des cellules ! C'était des tout petits appartements de merde, et il louait ça la peau du cul ! C'était incroyable ! C'était scandaleux ! Il avait recyclé un vieil immeuble et il en avait fait vraiment des tout petits appartements : ça faisait même pas 30 m² ! Et nous on a quand même tenu deux ans avec lui ! On l'a vraiment fait chier parce que tout l'immeuble était squatté ! Trois étages quand même... C'était pas un ou deux appartements, c'était trois étages... Tout neuf ! T'avais tout : il y avait l'électricité, chauffage central, et tout le tintoin... Alors, ils ont coupé l'électricité. Mais dans l'immeuble, il y avait une boutique : c'était un copain qui réparait les télé. Donc, forcément bien sûr, on faisait des raccrochages avec les immeubles voisins au niveau de l'électricité... Enfin, tous les trucs connus et reconnus...

Combien de mètres-carré est-ce que cela faisait en tout ?

Nicole : En tout, il devait y avoir au moins trois appartements par étage.

C'était des studios ?

Nicole : C'est ça oui : des studios.

Combien étiez-vous dans ce squat ?